L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N°86 - Vendredi 18 janvier 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



Jusqu'à la dernière minute

Coll. Fondation Jean-Jaurès

VOTRE COURRIER

Un pan du mur est tombé.
1990 a vu tomber le mur de Berlin et, avec lui, le communisme.
Mais notre joie sera vraiment à son comble le jour où le capitalisme agonisera à son tour. Si les socialistes peuvent, eux, se réjouir de la mort du communisme, les partisans du capitalisme devraient en revanche se garder de tout triomphalisme prématuré et appréhender l'avenir avec plus de réserve !...
En effet, capitalisme et communisme constituent les deux faces indissociables d'une même pièce. Historiquement, l'un a donné naissance à l'autre et le combat de chacun d'eux a contribué à leur renforcement mutuel.
Apparemment opposées, leurs natures sont intrinséquement identiques : manichéennes et autoritaires, elles visent toujours à asservir l'individu au profit d'une minorité de privilégiés ou d'élus.
Apparemment contradictoires, puisque l'un prône l'individualisme (ne pas confondre avec individualité) tandis que l'autre préconise la dictature du prolétariat (ne pas confondre avec le pouvoir au peuple et pour tous), tous deux cachent les noirs desseins d'une minorité de privilégiés qui tirent profit de l'exploitation de leurs semblables.
Au nom de Dieu, au nom du peuple, au nom de la démocratie on tue, on persécute et on emprisonne. On fait la guerre pour préserver la paix. On construit une société fondée sur l'argent mais, comme tout le monde n'en a pas, on dit que "l'argent ne fait pas le bonheur". Mais, le sommeil du "juste" n'est point troublé, car il a bonne conscience et la mémoire courte : au Cambodge, au Chili, en Argentine, en Grèce, au Kurdistan, on a oublié Nuremberg ! Au Koweït, on défend le droit et la légitimité mais, à quelques encâblures de là, on ferme les yeux, en dépit des résolutions de l'ONU, sur le sort de millions de Palestiniens spoliés de leurs terres et condamnés à une mort lente quand elle n'est pas violente !...
Ne nous réjouissons pas trop vite. Le déclin du communisme n'a pas pour autant éloigné le spectre de la violence et du mensonge. Notre combat doit continuer avec autant de vigueur parce que ni l'une ni l'autre de ces deux idéologies n'est en mesure de résoudre les graves difficultés de nos sociétés. Quel système devons-nous choisir pour demain ? De quelles solutions disposons-nous pour combattre la violence, la drogue, l'injustice, les inégalités, l'exclusion ?
La solution se trouverait-elle dans les trois mots de notre vieille devise républicaine : liberté, égalité, fraternité ?
Sans doute. Mais encore faut-il qu'elle s'applique à tous les individus sans exclusion d'opinions, de race, de condition et de religion.
Jean Vidal - Chevreuse (78)

■

Ayant sous les yeux l'interview d'Alexandre Minkowski dans le numéro 84 de notre hebdomadaire, je me permets de formuler une petite suggestion.
L'article mentionne le travail des ONG et, de façon assez logique, il n'est pas donné de références ni d'informations supplémentaires concernant ces ONG ; comment, en effet, choisir celle-ci plutôt que telle autre ? Ce n'est pas le rôle d'un hebdomadaire politique d'opérer un tel choix.
La règle doit pourtant souffrir quelques exceptions, me semble-t-il, quand une certaine dimension politique est particulièrement nette : A. Minkowski rappelle à juste titre la place essentielle que doit tenir l'Asie du Sud-Est dans l'aide française ; même du point de vue de l'égoïsme national le plus étroit, c'est une des seules cartes à jouer pour que la langue française ne disparaisse pas du continent asiatique. Viêt-nam et Cambodge étant remarquablement ignorés des principaux dispensateurs d'aide humanitaire, il n'aurait peut-être pas été inutile de rappeler en bas de page les adresses de deux ou trois ONG avec une brève indication de leur travail ; par exemple, la CIMADE au Viêt nam ; Handicap international au Cambodge et, moins connue mais digne d'intérêt au plus haut point, l'organisation de Danièle Cheysson "Enfants et Développement" (13 rue Jules-Simon 75015 Paris) qui travaille pour les enfants du Laos et du Cambodge.
François Laroyenne - Lambersart (59)

■

Il faut assainir le climat politique français : c'est une évidence pour nous tous. Mais, parce que nous sommes le parti au gouvernement, notre projet "Socialisme 2000" devra y contribuer entièrement ou bien il ne vaudra pas davantage qu'un simple bavardage d'intellectuels. Les militants qui contribuent à ce projet ne comprendraient pas non plus qu'il ne débouche pas sur un projet de gouvernement et, au-delà, sur des projets de lois.
Certes, le RMI et la CSG sont un commencement de réponse à de vraies difficultés. Mais, en tant que Parti socialiste au pouvoir, nous avons le devoir d'accélérer le processus.
Il n'est pas supportable qu'un gouvernement de gauche laisse s'accroître parallèlement le nombre des pauvres et le nombre des riches. Les spéculations boursières et immobilières sont une véritable gangrène et une insulte à nos idéaux socialistes.
Est-il acceptable de laisser ressurgir ainsi une nouvelle société féodale ?
En ce qui concerne les lois Auroux : l'intermède chiraquien a permis qu'elles soient mises au placard. Il serait temps de les remettre à l'ordre du jour et y compris dans les entreprises nationalisées.
Est-ce que ce n'est pas bafouer les idéaux de liberté et de fraternité que de permettre au libéralisme sauvage (glorifié par le lobby du CNPF) de créer de plus en plus d'exclus dans notre pays ?
Les Français ont élu un président socialiste, ils lui ont donné une majorité socialiste.
Notre projet "Socialisme 2000" doit répondre à ce choix pour que les Français reprennent goût au débat politique et reprennent le chemin des urnes.
Jean-Marie Roussel - Guilherand (07)

■

Le numéro de "Vendredi" me parvient à ce jour en raison d'une défaillance de distribution postale. Il s'agit de l'article concernant la fermeture du puits d'Oignies.
C'est un reportage raté car, si a été interviewé le maire communiste d'Oignies, le député socialiste de la circonscription, Albert Facon, maire de Courrières, a été oublié.
Il ne sait pas que je vous écris. Ma colère, je vous la livre. Je suis son prédécesseur à la mairie, au conseil général et aussi ancien député. Militant au Parti socialiste depuis 65 ans, je suis ulcéré que, dans l'hebdomadaire du Parti, on oublie de rappeler ce que fut l'action du Parti dans le bassin minier. Il est bon de rappeler cela à tous nos camarades. Dans ma vie militante, j'ai souvent dit ce que je pensais et ce n'est pas à 84 ans que je me tairai.
Camille Delabre - Courrières (62),
ancien député, ancien conseiller général, ancien maire de Courrières, ancien secrétaire départemental des JS, ancien secrétaire fédéral du PS, ancien membre du comité directeur, ancien déporté

■

La section socialiste de Lesparre s'est inquiétée du contenu du rapport présenté au ministre de l'Education nationale concernant l'étude des religions dans les établissements publics et des exigences manifestées par les représentants des différents cultes.
L'étude des diverses religions ne peut être conçue que dans le cadre de l'enseignement de l'histoire de la France et du monde. Et, seuls les professeurs d'histoire, dans le respect des règlements actuels de neutralité religieuse de l'école publique, sont habilités pour l'assurer.
Confier un enseignement spécialisé des religions à des représentants des cultes ne pourrait conduire qu'au prosélytisme, donc à la violation de la laïcité des établissements publics. Cette prétention est réelle et les déclarations de dignitaires de l'Eglise catholique en sont la preuve. C'est Mgr Lustiger qui dit que "l'Eglise a le devoir de participer à l'éducation des jeunes". C'est le pape lui-même qui exhortait les enseignants catholiques de l'Education nationale à répandre la foi chrétienne "même et surtout si cela conduisait à la conversion des élèves". Quelle serait, dans cette optique, l'impartialité d'un professeur d'histoire des religions imposé par une hiérarchie manifestant une telle volonté d'hégémonie ? Accepterait-elle, de son côté, qu'un professeur de morale laïque – cette morale vaut bien la morale religieuse – soit habilité à faire un cours dans leurs établissements privés ?



L'enseignement public doit rester à l'écart des conflits idéologiques et religieux qui se développent malheureusement dans le monde. Il doit contribuer à former des femmes et des hommes capables, n'en déplaise à Mgr Lustiger, de faire confiance à la raison, héritage du siècle des Lumières, et de ne pas accepter sans discussion des vérités révélées.
Nous ne devons pas oublier, et des exemples actuels hélas trop nombreux le montrent, que les religions, lorsqu'elles sont dominantes, deviennent intolérantes. Chaque femme, chaque homme doit pouvoir, sans aucune contrainte, penser librement. Cela, seule la laïcité, que Jaurès disait être la pierre angulaire de la République, peut en assurer la garantie.
Section de Lesparre (33)

■

Je crois être en général sensible à l'humour et à la caricature. En outre, on ne peut guère me taxer d'indulgence à l'égard de la politique du PCF et de ses dirigeants.
Néanmoins, j'ai trouvé profondément blessante et gratuitement choquante la caricature de Marchais aveugle ("Vendredi", 14 décembre).
Que le PCF aille mal, qu'il fonctionne avec des procédés déplorables est une réalité. On peut s'en gausser, ricaner mais est-ce bien utile, à quoi cela mène-t-il ?
Qu'un des piliers de ce qui fut l'union de la gauche se désintègre sans laisser de traces est un problème politique relevant de notre responsabilité.
Y réfléchir me semble plus important que de s'étendre complaisamment sur les conséquences des politiques suicidaires du Parti communiste.
Pour rester dans la métaphore, il n'est pas prudent, pour un borgne, de se moquer de l'aveugle.
H. Grabner - Perros-Guirec (22)

■

Ne cédons pas au dénigrement entretenu par nos adversaires de droite ou de gauche ; les premiers voulant toujours protéger leurs privilèges, et les autres uniquement soucieux d'entamer notre succès sur un électorat qui les abandonnés pour cause d'aveuglement et de sectarisme ! Finissons-en aussi avec nos nuisibles courants, les rivalités personnelles d'hommes ambitieux et pressés, les crocs-en-jambe que se font parfois nos chefs, etc., les faux-fuyants ! Prenons conscience, cependant, que déjà beaucoup trop de difficultés économiques, sociales sans parler des menaces extérieures, assaillent nos dirigeants sans y ajouter aussi notre désenchantement, nullement justifiable, ni sage d'adopter dans nos rangs vu les circonstances actuelles. Car ce n'est pas au moment où le Front national, cette sombre et vague réminiscence du fascisme réapparaît, malheureusement confortée par l'absence de civisme et de responsabilité des Français qui se réfugient dans la stupide insouciance de l'abstention, que nous devons, nous les socialistes, abandonner la lutte ! Allons plutôt vers ces gens-là et démontrons leur quels dangers ils encourent à laisser le choix de bâtir leur avenir à des gens beaucoup moins intéressants qu'eux-mêmes ! Sont-ils des citoyens ou des esclaves prêts à subir ?
Emmanuel-Henri Labat - Mont-de-Marsan (40)

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de Province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.15)
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction: Jacques Goubin (78.82)

Politique : J.-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (78.55)
Secrétaires de rédaction : Vanda Gervasio (78.61) Taoufik Khatib (adjoint) (78.54)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Secrétariat : Eve Schiavi (77.92)

ADMINISTRATION, COMPTABILITE
Madeleine Darbel (78.44)
Annick Jacquet (77.96)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers / Bottin-direct - Paris

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

Crédits Photo : M. Attar / Sygma (couv.) ; G. Merillon / Gamma (pp.3 et 7) ; E. Kossakowski (pp.3 et 20) ; Milner / Sygma (p.8) ; Brad Markel / Gamma (p.9) ; P. Le Segretain / Sygma (p.10) ; Maillac / Rea (p.11) ; Ribolowsky / Rea (p. 14) ; D.R. (p.15) ; Gordon / Jerrican. (p.18) ; P. Victor / Enguerand (p.19) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 278.000 ex.

CETTE SEMAINE

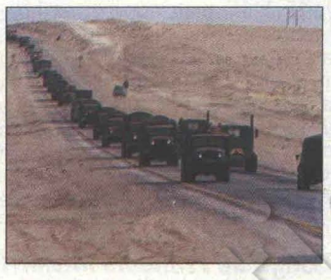
2 *Courrier*

POLITIQUE

4 • *François Mitterrand soutenu par le pays*
• *Le message au Parlement*
5 *PS : nette majorité mais cas de conscience*
6 • *Feu nourri contre Barzach*
• *Ne pas annexer Jaurès*

INTERNATIONAL

7 • *Jusqu'à la dernière minute*



• *Pascal Boniface : quels scénarios possibles ?*
8 • *Interview Boutros Ghali*
9 • *George Bush sous surveillance*
• *Le Golfe et l'économie française*
10 *Dans les pays baltes*

11 à 13 DOSSIER
Egalité à l'école
11 *Antoine Prost*
12 *Débat André de Peretti / Paul Thibaud*



ECONOMIQUE ET SOCIAL

14 • *Bulletin de santé des syndicats*
• *Aide médicale au Viêt-nam*

REGIONS

16 • *Sécurité quotidienne à Mulhouse*
• *Portrait de Zahia*

VIE PRATIQUE

18 *L'impôt : 1- la famille*

CROQUIS

19 • *Le bloc-notes de Claude Estier*
• *Virgil Tanase*
• *Le dessin de la semaine*



CULTURE

20 • *Lumière de Chartres*

• *Cinéma : "Ju Dou"*
• *Télévision*
21 • *Y a-t-il une musique française ?*
22 • *Post-scriptum*

INVITE

23 *René Girard*

Aux lecteurs

Nous avons mis la dernière main à ce numéro de "Vendredi", mercredi en début d'après-midi. Ne vous étonnez donc pas de ne pas trouver mention de tout ce qui a pu se passer entre ce moment-là et celui où vous recevrez votre journal.

Vendredi

Die Schlitenfacht

Pour faire bonne mesure, durant cette année Mozart, nous avons droit à toutes les compositions du maître de Salzbourg, y compris celle du bon-papa-Léopold, notamment cette "promenade en traineau", extraite des danses allemandes.
C'est un air très proche qu'a dû entendre Mamy Bush, sur fond de carillon, lorsqu'elle a chuté en faisant de la luge avec ses petits-enfants.
La First lady est ainsi immobilisée et ne pourra pas suivre aisément son président de mari dans ses déplacements.
Que voilà une fracture du péroné bien malencontreuse !

C.-E. G.

François Mitterrand soutenu par le pays

Réuni en session extraordinaire le 16 janvier, le Parlement a approuvé par 523 voix contre 43 et 2 abstentions la déclaration du gouvernement permettant à la France d'intervenir militairement dans le Golfe. Malgré l'expression d'un courant pacifiste, l'opinion publique est également favorable à la politique menée par le président.

Le Parlement, appelé à se prononcer sur une intervention militaire française en terre étrangère, c'est une première dans l'histoire de la Ve République ! Il faut remonter au mois d'octobre 1956 pour voir l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, ancêtre du Sénat, voter l'envoi de troupes françaises en dehors de nos frontières. Il s'agissait de l'expédition d'une force franco-britannique sur le canal de Suez, nationalisé trois mois auparavant par le colonel Nasser. Le gouvernement de Guy Mollet avait alors recueilli une appréciable majorité. Seuls les communistes et les poujadistes avaient rejeté l'initiative du gouvernement.

L'histoire bégaierait-elle ? Toujours est-il que, le 17 janvier, le PC et Marie-France Stirbois, réprésentante d'un parti de nature poujadiste entre autres, ne devaient pas approuver la déclaration du gouvernement. Ce dernier place pourtant l'action de la France dans le Golfe dans un contexte radicalement différent de celui de 1956 puisqu'il la situe dans le cadre de l'ONU.



16 janvier, 11heures. Laurent Fabius lit le message présidentiel devant l'Assemblée nationale

SITUATION DÉLICATE

Respect du droit international, fermeté à l'encontre de l'agresseur irakien, mais aussi efforts inlassables pour tenter de trouver par la négociation diplomatique une issue pacifique à la crise, tels ont été les principes sur lesquels s'est appuyée la politique de François Mitterrand, depuis le 2 août. Une politique appréciée, dans l'ensemble, par la classe politique depuis le début du conflit. Déjà, le 27 août, lors d'une réunion en session extraordinaire du Parlement consacrée à la crise du Golfe, tous les partis avaient soutenu, sur le fond, les orientations définies par le président de la République. Depuis, à l'exception du PC qui a pris progressivement ses distances, ils n'ont guère varié dans le jugement qu'ils portent sur la manière dont la France a géré la situation délicate née de l'expansionnisme de Saddam Hussein. C'est pourquoi, mercredi, à l'Assemblée, le RPR, l'UDF et l'UDC ont apporté leur soutien à la déclaration du gouvernement. Si un large consensus allant de la droite au PS a pu se réaliser au Parlement, c'est parce que le gouvernement n'a pas essayé de "piéger" l'opposition en recherchant l'approbation de sa politique générale. Il s'est contenté de faire voter uniquement sur la mise en œuvre par la France de la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU. Bref, il a joué cartes sur table.

LE DROIT ET LA PAIX

Michel Rocard n'en a pas moins rappelé le sens de l'engagement de la France dans ce conflit : "Le combat de la France est un combat pour le droit, seul garant durable de la paix. Pour le faire triompher, plusieurs conditions doivent être cumulativement réunies. D'abord la certitude de la légitimité. Elle ne fait ici aucun doute. L'Irak a purement et simplement envahi, et prétendu annexer, un Etat souverain (...). Le droit est d'un côté et l'agression de l'autre. La deuxième condition réside dans la solidarité au sein de la communauté internationale. Celle de la France est totale (...). La détermination est la troisième condition. Elle suppose d'abord de ne jamais se laisser écarter de l'objectif recherché. L'évacuation du Koweït est le seul but poursuivi et il se suffit à lui-même. Il ne s'agit ni d'écraser l'Irak ni non plus d'établir un lien direct avec d'autres affaires. La France n'a pas attendu

Le message de François Mitterrand au Parlement

Mesdames, messieurs,

La France a adopté depuis le 2 août 1990 l'ensemble des résolutions du Conseil de sécurité condamnant l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak. Elle s'est associée aux démarches entreprises pour que ce dernier se retirât du territoire qu'il occupe en violation de la Charte des Nations Unies. Elle a pris part à l'embargo et envoyé près de 12.000 hommes en Arabie Saoudite et dans la région. Mais, au terme du délai fixé, il nous faut constater, ce matin, 16 janvier, qu'aucune réponse conforme à l'attente des peuples attachés à la défense de la paix, dans le respect du droit, n'a été donnée par les dirigeants irakiens. L'heure est donc venue pour nous, comme pour tout pays responsable et garant des règles sur lesquelles reposent l'équilibre et la sécurité de la communauté internationale, d'appliquer les principes dont nous nous réclamons. Je le dis avec regret, mais détermination : le recours à la force armée pour contraindre l'Irak à évacuer le Koweït est désormais légitime. C'est pourquoi j'ordonnerai l'emploi des moyens militaires que commande la participation de notre pays à la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies. Après avoir entendu le gouvernement, vous aurez à vous prononcer sur ce point, selon la procédure de l'article 49, alinéa 1, de la Constitution.

Au cours de ces derniers mois, je me suis adressé plusieurs fois aux Français pour les tenir au courant de l'évolution de la situation au Moyen-Orient et des décisions arrêtées en conséquence, au fur et à mesure de leur nécessité. Monsieur le Premier ministre, de son côté, par des rencontres organisées avec les représentants des deux assemblées, vous en a régulièrement informés.

J'affirme hautement que la France n'a rien négligé, et cela jusqu'au bout, pour parvenir au règlement pacifique de la crise. Elle a multiplié les initiatives en ce sens. Elle ne poursuit pas d'autres objectifs que ceux définis, avec précision, par le Conseil de sécurité et, d'abord, la libération du Koweït. Ce faisant, elle assume le rang, le rôle et les devoirs qui sont les siens et se déclare solidaire du camp du droit contre la politique de l'agression et du fait accompli.

Au moment où, pour la première fois dans l'histoire des nations, s'offre la possibilité de construire un ordre mondial fondé sur la loi commune du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il paraîtrait inconcevable qu'elle s'abstînt d'apporter son aide et son concours. Le peuple français, qui en connaît le prix, hait la guerre. Mais il n'y a en lui aucune faiblesse pour ceux que Jean Jaurès appelait les "fauteurs de conflits". La France n'est pas l'ennemie de l'Irak. Malheureusement, pas un signe, pas un mot de Bagdad n'ont permis d'espérer que l'on s'y soumettrait aux exigences du droit. Certes, la communauté internationale n'a pas toujours su ou voulu respecter ses propres principes, en particulier dans cette région du monde. Je suis de ceux qui le déplorent tout en refusant d'y trouver un alibi à l'inaction. Quoi qu'il en soit, la France continuera de lutter pour que les mêmes principes prévalent partout et non au gré des circonstances.

Mesdames, messieurs,

Je ne doute pas que le Parlement de la République saura exprimer l'unité profonde de la nation dans cette épreuve.

A nos soldats, ainsi qu'à leurs familles qui vont en supporter l'essentiel de la charge, j'adresse, au nom de la France, le témoignage de notre confiance et de notre affection.

Vive la République ! Vive la France !



▲ *L'Internationale socialiste reçue par François Mitterrand. De g. à d., Guy Spitaels, président du PS belge et des PS de la CEE ; Luis Ayala, secrétaire général de l'IS, Pierre Guidoni, secrétaire national aux questions internationales ; Abderhamine Zouari, secrétaire général du RCD tunisien ; Hans-Jürgen Vichniewski, SPD, président du comité IS Moyen-Orient ; Pierre Mauroy.*

l'invasion du Koweït pour recommander, dès 1983, une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. Elle a défendu et continue de défendre, parfois seule, l'intégrité et la souveraineté du Liban." Constatant que la France avait accompli tous les efforts pour parvenir à une solution négociée, il a déclaré : "Mais, pour privilégier les solutions de paix, il faut être deux à le vouloir. Or, l'Irak n'a fait qu'opposer des fins de non-recevoir, que présenter le fait accompli comme irrévocable (...). Si nous nous honorons d'être pacifiques, nous nous devons d'être fermes. La volonté de paix est une chose. Une autre est l'impuissance. Et l'histoire nous enseigne combien la seconde peut ruiner la première."

En écho, Pierre Mauroy a expliqué : "Tout a été tenté, mais en vain, Bagdad n'a jamais répondu (...). J'ai la conviction que l'action de la France prendra demain tout son sens. Nous avons fait les gestes nécessaires pour préserver un avenir, autant qu'il est possible de le faire (...). Le respect scrupuleux des règles de droit international telle est bien la seule issue (...). La paix sans le droit n'est qu'illusion. C'est pourquoi, aujourd'hui, le recours à la force semble bien être devenu inévitable (...). Nous considérons que la sécurité collective, fondée sur le droit, est le meilleur, voire le seul moyen d'assurer la paix. Cette volonté de paix ne peut se confondre avec un pacifisme qui serait renoncement à nos valeurs (...). L'emploi de la force ne constitue pas une fin en soi. Elle n'a de sens que si elle ouvre une nouvelle phase diplomatique. La guerre rend inévitable la tenue d'une conférence internationale dont la France n'a cessé, depuis sept ans, de réclamer le principe et d'affirmer l'actualité."

Seul le PC, misant sur la double fibre protestataire et pacifiste, a préféré s'opposer au gouvernement. Une démarche qui ne semble guère populaire dans le pays. En effet, l'opinion publique suit majoritairement la politique menée par François Mitterrand. Selon un sondage BVA-"Le Monde"-TF1, 70% des Français considèrent que "la France a fait tout ce qu'elle pouvait faire pour sauver la paix", et 65% approuvent l'attitude du chef de l'Etat dans cette affaire. Une éventuelle intervention militaire française en collaboration avec les alliés est également bien accueillie puisque 61% des Français y sont favorables.

Même si un courant pacifiste non négligeable, fortement drainé par le PC, les Verts et une petite frange des socialistes, s'est manifesté ces derniers jours, l'opinion publique, comme la majeure partie des responsables politiques, reste unie derrière le gouvernement. Pour une fois, il ne semble pas y avoir divorce entre les citoyens et leurs représentants. Une situation relativement encourageante au moment où le pays risque d'être confronté à une épreuve majeure.

Jean-Pierre Bedeï

PS : nette majorité et cas de conscience

Le débat a été intense mais de qualité chez les socialistes, mardi et mercredi, sur l'opportunité d'intervenir militairement dans le golfe. Il n'a pas permis de dégager une position unanime mais très nettement majoritaire pour soutenir la politique du gouvernement.

Paradoxe qui aura des conséquences dans la vie du PS, les défections les plus spectaculaires au soutien à la politique gouvernementale, proviennent, à l'Assemblée nationale, des socialistes. Sept d'entre eux, Jean-Pierre Michel, Roland Carraz, Jean-Pierre Fourré, Hélène Mignon, Jean-François Delahais (tous membres de "Socialisme et République"), Julien Dray et Marie-Noelle Lienemann ont voté contre la déclaration lue par Michel Rocard. Gilberte Marin-Moskovitz, suppléante de Jean-Pierre Chevènement, a préféré s'abstenir. "Vote en conscience", affirment ces réfractaires.

Pour de très nombreux parlementaires et membres du comité directeur réunis mardi dernier, voter le recours à la force relevait d'un véritable cas de conscience, quels que soient les courants auxquels ils appartiennent. C'est pourquoi le débat qui s'est instauré a toujours été grave mais digne, sans agressivité. Si très majoritairement, les socialistes se sont retrouvés pour ratifier les orientations du Président de la République, une fronde menée par "Socialisme et République" et relayée par la "Nouvelle école socialiste" a empêché qu'une unanimité socialiste puisse voir le jour. Pour les amis de Jean-Pierre Chevènement, le vote au Parlement n'a été qu'un "simulacre" et ils ajoutent : "Chacun sait que la décision appartient désormais au président Bush. Pourquoi avoir abandonné le 29 novembre dernier la stratégie de l'embargo et accepté de céder à la pression américaine en faveur d'une stratégie de l'ultimatum qui débouche aujourd'hui à la guerre? C'est avant le vote de la résolution 678 par la France qu'il eût fallu consulter le Parlement. Celui-ci avait approuvé la stratégie de l'embargo qui impliquait la patience et la fermeté pour

...suite page 7

Points de repère

A l'heure où j'écris ces lignes, nous nous trouvons en quelque sorte à la vingt cinquième heure : rien d'irréversible n'a encore été accompli ; ce qui était possible devient de plus en plus improbable. Il y a quelques heures, le Parlement a voté à une large majorité la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement, légitimant ainsi le recours à la force pour obtenir l'évacuation du Koweït.

Tous les socialistes prennent la mesure de ce moment. Un moment grave qui appelle à la responsabilité, exige un choix difficile et soulève, je le sais, des interrogations. Voila pourquoi je crois nécessaire de fixer quelques points de repère.

Il ne faut d'abord pas oublier que si nous en sommes là, c'est en raison d'une cause majeure : l'Irak a agressé un Etat souverain. L'Irak a, fait unique dans l'histoire de l'humanité, perpétré à l'échelle d'un Etat une prise d'otages. L'Irak a, en un mot, multiplié les plus graves violations du droit international.

Il faut ensuite réaffirmer avec force ce qu'a été et ce que demeure notre objectif : le respect du droit international. Il est conforme à notre passé : les socialistes ont toujours rêvé d'un système efficace de sécurité collective. Il nous engage également pour l'avenir : moins que jamais nous ne pourrons demain tolérer des entorses au droit.

Il faut surtout souligner les efforts entrepris par le Président de la République pour parvenir à résoudre le conflit sans recours à la force. Du mois d'août jusqu'au 15 janvier au soir, la France a, sans relâche, appliqué une politique de fermeté et de solidarité en se plaçant toujours un pas en avant dans la recherche de la paix. C'est là qu'elle marque sa spécificité et cette attitude pourra lui permettre de garder au sein du monde arabe les relations privilégiées que lui valent son histoire et sa géographie.

Il faut enfin constater qu'un fait brut demeure jusqu'alors : Bagdad n'a jamais esquissé le moindre geste d'ouverture. Aujourd'hui, le Koweit peut être évacué, y compris en recourant à la force. Voila le sens des résolutions votées par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

En cette heure grave, je veux, au nom des socialistes, témoigner à nos soldats notre solidarité et assurer au Président de la République notre confiance pour l'action qu'il aura à mener au nom de la France.

LEGISLATIVES PARTIELLES

artillerie lourde contre Barzach

Alors que la fédération PR du Rhône a décidé de soutenir Noir et Dubernard, celle de Paris préfère appuyer Galy-Dejean, l'adversaire RPR de Michèle Barzach. C'est que, dans le XVe, Chirac a décidé d'en découdre avec son ancien ministre de la Santé.

On s'empoigne dur à droite ! Pour Chirac, elle est devenue la femme à abattre. Entre Michèle Barzach et l'état-major RPR, la guerre est ouverte et tous les moyens sont bons. Aux yeux du maire de Paris, la victoire de la dissidente sonnerait le glas d'une capitale entièrement à sa dévotion. Alors, il se jette personnellement dans l'arène, arpente les rues du XVe arrondissement aux côtés de son candidat, Galy-Dejean. Il n'hésite pas à confondre les genres et explique qu'il y a aujourd'hui "risque pour la cohésion municipale". Un argument réfuté par Michèle Barzach, qui prépare un tract pour dénoncer "l'escroquerie d'un discours qui tend à instaurer la confusion en accréditant l'idée qu'il s'agit d'une élection municipale."
Et puis, il y a les pressions amicales ! Le chiraquisme les a multipliées ces derniers jours, en direction des "partenaires" de l'opposition. Et déjà, l'UDF-Paris a commencé de mobiliser pour Galy-Dejean. Dans la capitale, l'UDF doit trop à Chirac -ses postes de conseillers de Paris et d'arrondissement dépendent de son bon vouloir-, pour se permettre un écart. Tout soutien, même voilé, à Michèle Barzach, se paierait cher lors des prochaines élections. Une débauche de moyens, et voilà l'artillerie lourde déclenchée. Car le RPR a en main des sondages. Ils sont unanimes pour prédire une victoire de Michèle Barzach. Ce qui permet à l'ancien ministre de la Santé de confier dans un sourire : "Je pense que c'est largement gagnable."

Caroline Nicolas

lutter contre le Front national

Comment affronter le FN ? Quels arguments développer pour contrer l'idéologie de Le Pen ? Avec quelle stratégie la gauche réduira-t-elle un mouvement qui a des succès électoraux significatifs ?

Pour y répondre, Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, avait organisé, à la Sorbonne, une rencontre contre le Front national suivie par plusieurs centaines de participants actifs.
Cinq commissions : "le national-populisme du FN" ; "préférence communautaire ou préférence nationale" ; "contre le FN, front républicain ou union des gauches ?" ; "la société duale, terrain de progression du FN", "l'immigration est-elle responsable de la montée du FN ?" permirent à des historiens (Henri Rousso, Pierre-André Taguieff, Jacques Kergoat), des politiques (Claire Dufour, Jean-Marie Le Guen, André Bellon, Georges Sarre, Claude Allègre, Gérard Fuchs, Gérard Collomb, Patrick Sève, Laurent Dutheil), des hommes de terrain, de confronter leurs expériences et de proposer des remèdes pour agir contre la gangrène absolue.
Pour reconquérir l'espace social que le Front national occupe, il convient donc de se mobiliser et d'agir.
Jean-Christophe Cambadélis estime qu'une réponse "offensive à la tranquille ascension du national-populisme passe par la rénovation de la gauche" et qu'il s'agit de lui redonner "un nouveau souffle".
Ce samedi a montré que les socialistes et leurs amis n'avaient pas l'intention de rester l'arme au pied devant les assauts lepéniens.

P.Y.

ne pas annexer Jean Jaurès

Se placer sous la référence de Jaurès pour réclamer la paix à n'importe quel prix est-il légitime ?

C'est en tout cas ce que n'hésitent pas à faire les pacifistes qui ont tenu au café du Croissant une conférence de presse, prélude aux manifestations pacifistes contre l'engagement français dans le Golfe. Le lieu était éminemment symbolique, Jaurès ayant été assassiné dans ce café par Villain, à la veille de la Première Guerre mondiale que le leader socialiste voulait empêcher. Louis Mexandeau, président de la commission histoire du PS, nous dit pourquoi cette référence lui paraît usurpée.

***"Vendredi"* Comment peut-on définir la position de Jaurès ? Etait-elle un pacifisme à tout crin ?**
Louis Mexandeau. Non ; Jaurès n'était d'abord pas un antimilitariste, comme en témoigne son livre "Vers l'armée nouvelle". Il n'a jamais été en faveur d'un désarmement unilatéral. C'était un anticolonialiste, il était contre la logique des blocs, mais il avait une haute conception du droit international et des droits de l'homme. Je suis sûr qu'il aurait protesté contre le massacre des Kurdes par Saddam Hussein, car il était pour le droit des peuples opprimés. On peut citer dans ce sens ses multiples interventions, très rares à cette époque, à la Chambre des députés, en faveur des Arméniens qui étaient sous le joug de l'Empire ottoman.
Les pacifistes peuvent-ils revendiquer comme il le font l'héritage de Jaurès ?
Certainement pas. Il s'agit d'une récupération inadmissible. L'Irak a pris un autre pays en otage de façon unilatérale puis a essayé de couvrir ce rapt en le rattachant à d'autres conflits de la région, notamment le conflit israélo-arabe qui n'était pas du tout à l'origine de son invasion du Koweït. Jaurès avait un respect trop vif du droit des peuples et des nations pour rester neutre devant une telle agression. Son attachement à la démocratie était indéfectible. Je ne le vois pas soutenir, même objectivement, un dictateur comme Saddam Hussein.

Propos recueillis par B.C.

BREF... EN BREF... EN

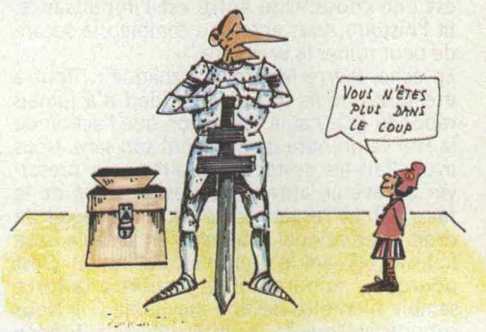
■ **"Le monde change, peut-on encore changer le monde ? A gauche, un nouveau progressisme". Tel est le thème du colloque intitulé "AgorA'91" et organisé les 25 et 26 janvier, à l'Assemblée nationale, par trois clubs de gauche : la Fondation pour l'auto-gestion, l'initiative locale et l'économie sociale, que préside Pierre Héritier, le Forum progressiste, de Claude Llabres, et le Forum social européen. Avec Claude Bartolone, Jean-Christophe Cambadélis, Anicet Le Pors, Pierre Juquin, Jean-Paul Planchou. (Rens : "AgorA'91", tél 43 42 58 69)**

■ C'est Christian Pierret, député des Vosges, qui est le rapporteur de la commission spéciale qui doit examiner le projet de loi d'orientation sur l'administration territoriale visant à développer la déconcentration et la démocratie locale.

■ **A l'initiative du député PS Augustin Bonrepaux (Ariège), une commission d'enquête va étudier les difficultés du monde rural : déséquilibres économiques touchant les zones rurales, application des dispositions nationales et européennes, propositions de solutions pour le développement et l'aménagement de l'espace rural.**

■ Un stage d'hiver destiné aux nouveaux responsables fédéraux et locaux socialistes est organisé par le secteur formation du PS du 23 au 27 janvier à Risoul (Hautes-Alpes).

■ **Gérard Lindeperg, secrétaire national du PS, se rendra à Quebec, du 25 au 27 janvier, pour le congrès national du Parti québecois. Pierre Guidoni, secrétaire national aux relations internationales, assistera au 20e congrès du Parti communiste italien, à Rimini, le 29 janvier.**



■ Pas de surprise dans la perspective des partielles du Rhône. Selon un sondage IPSOS-"Le Progrès de Lyon", réalisé les 10 et 11 janvier, Noir (2e circ.) caracolerait avec 46% des voix devant le socialiste Paul Ravaud (15%). Le RPR Fabre-Aubrespy ne dépasserait pas 7%. Dans la 3e, nette avance de Dubernard (30%) devant Yvon Deschamps (PS) qui, avec 24%, tient très bien le coup. Botton, RPR, (14%).

■ **Le socialiste Alain Lemasle a été élu, dès le premier tour de l'élection cantonale partielle de Montesquieu-Volvestre (Haute-Garonne), avec 62% des voix, le 13 janvier. Il succède à André Massat, décédé accidentellement.**

■ Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a proposé d'allonger les sessions parlementaires de quinze jours, au printemps et à l'automne, afin d'améliorer les conditions de travail du Parlement. Le 22 janvier, il recevra les présidents des cinq groupes parlementaires de l'Assemblée pour évoquer cette suggestion.

■ **La loi Evin, limitant la publicité en faveur du tabac et de l'alcool à partir de 1993, a été jugée conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel. Mais la disposition créant une taxe de 10% sur les dépenses de publicité pour alimenter un fonds de prévention, a été annulée.**

■ Laurent Fabius aux "Entretiens du Jeudi". Le 31 janvier à 20h, salle Marie-Thérèse-Eyquem, 10, rue de Solferino, Paris 7e.

■ **La 8e conférence nationale Entreprises se tiendra les 8, 9 et 10 février à Roanne. Les travaux de 600 militants seront suivis par plusieurs ministres et conclus par Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS.**

■ 65 fédérations participaient à une journée d'études sur le lancement de la deuxième phase du Projet socialiste. Il s'agissait de familiariser les cadres fédéraux à l'utilisation du clip et à l'animation des réunions ouvertes. La méthode retenue a été approuvée. Maintenant, le Parti va se mobiliser pour expliquer, commenter, enrichir le Projet.

suite de la page 5...

obtenir l'évacuation du Koweit mais non le recours à la guerre." Contrairement à la déclaration gouvernementale, "Socialisme et République" considère qu'il ne s'agit pas de "la guerre du droit". L'ensemble des autres courants ont argué du soutien au Président de la République et n'ont pas eu beaucoup de peine à faire valoir que la France avait multiplié les initiatives et accompli beaucoup d'efforts pour parvenir à une solution pacifique. Néanmoins les membres de "Socialisme et République" ont refusé de prendre part au vote au comité directeur, considérant que cette instance "n'a pas à approuver des décisions qui ont été prises sous la pression extérieure". Et, au Parlement, certains ont été jusqu'au bout de leur démarche en s'opposant au gouvernement. Déplorant qu'ils "aient manqué à leur devoir" et à "la responsabilité vis-à-vis de leur président, de leur gouvernement et de leur parti", Pierre Mauroy a déclaré : "La discipline est la tradition du PS. Ces députés ont rompu la tradition. Je suis premier secrétaire, le PS a ses règles et j'appliquerai le règlement." Autant dire que la vie du Parti socialiste devrait être secouée par de nouveaux remous dans les prochains jours.

J.-P. B

pas d'amalgame Golfe / immigrés

Les conséquences de la crise du Golfe ne sont pas seulement internationales ou socio-économiques. Les risques existent que certains esprits malveillants, manichéens ou faibles fassent des amalgames douteux. L'engagement français se justifie au nom de notre conception du droit, de la sécurité collective, de la justice. Il faut donc condamner et circonscrire tout dérapage visant des individus ou des groupes en raison de leur appartenance religieuse ou identitaire. Que les communautés musulmanes ou juives manifestent leur solidarité affective, voire familiale, envers la cause palestinienne ou la sécurité d'Israël s'expliquent. Après tout, la communauté chrétienne a le même comportement quand il s'agit du Liban. Cela n'autorise pas l'assimilation à la politique présente ou passée de Saddam Hussein ou de Shamir. Les aberrations, fondées sur des préjugés ou des traumatismes historiques consistant à faire de l'Arabe ou du Juif l'éternel ennemi ou l'éternel bouc émissaire doivent être combattues et dénoncées, en toutes circonstances et en tous lieux.

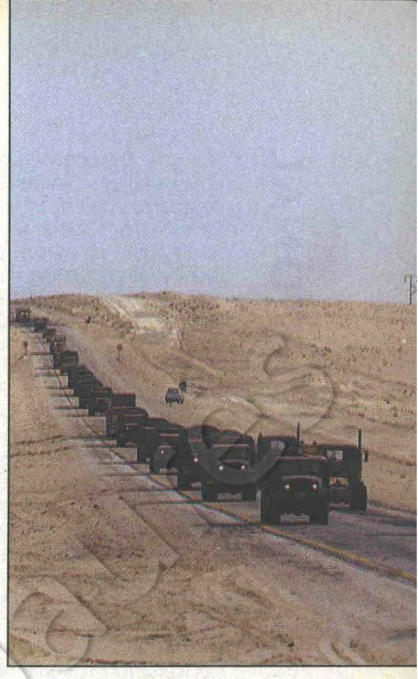
B.C.

A NOS LECTEURS

Merci pour votre abondant courrier, il témoigne de votre intérêt. Mais trop souvent votre signature est illisible, ou vous oubliez même de nous donner votre adresse. Un conseil donc, si vous voulez que nous vous répondions : n'oubliez pas de joindre votre bande adresse à toute correspondance.

Vous souhaiteriez faire connaître "Vendredi" à vos parents, amis, collègues, relations ? Envoyez-nous leurs adresses, ou laissez un message sur le 36-14 PS : nous leur enverrons notre hebdomadaire, gratuitement, pendant 10 semaines.

jusqu'à la dernière minute



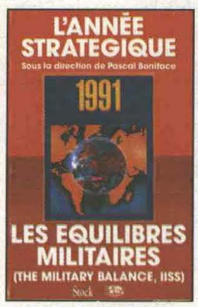
Malgré l'échec du voyage de Perez de Cuellar à Bagdad, le week-end dernier et conformément aux engagements pris face au pays, le président de la République a tenu à tout tenter, jusqu'à la dernière minute, pour trouver un règlement pacifique à la crise.

Dans la nuit du 14 au 15 janvier, la France présentait au Conseil de sécurité des Nations Unies un ultime plan de paix en six points, prévoyant "un retrait massif et rapide" des forces irakiennes, "la mise en place d'une force de maintien de la paix" (casques bleus) "pour la composition de laquelle il serait fait appel à des pays arabes", "une garantie de non-agression contre l'Irak", enfin "une conférence internationale".
Se heurtant au refus israélien, britannique et américain, cette déclaration ralliait à elle des pays non-alignés, l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie, puis, plus tard, l'URSS. Les discussions qu'elle aura suscitées la transformeront finalement en un dernier appel à la paix lancé par M. Perez de Cuellar à l'Irak l'enjoignant de retirer ses troupes avant 5 heures mercredi 16 janvier (heure française).
Rien n'y aura fait. La mission de l'internationale socialiste a ssuré mardi, le président, de son soutien, mais le dictateur irakien restera sourd au langage de la négociation et de la paix. François Mitterrand le constatera dans ses messages au Parlement et à la nation.
L'heure fatidique de 6 heures, mercredi 16 janvier, étant passée, le recours à la force est désormais "légitime", même si, comme le rappelle François Mitterrand "le peuple français qui en connaît le prix, hait la guerre. Mais il n'y a en lui aucune faiblesse pour ceux que Jean Jaurès appelait "les fauteurs de conflits".

G. T.

quels scénarios possibles ?

Jusqu'à la dernière minute des efforts ont été menés pour éviter le conflit. Mais, si par malheur, l'option militaire l'emportait sur l'option diplomatique, que se passerait-il ?



On peut évoquer deux certitudes et une incertitude, poser une question et envisager trois scénarios.
Première certitude. Jamais, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on n'aura été si près d'en découdre, et avec une telle concentration militaire. 590.000 Irakiens, disposant de 5.500 chars, 700 avions de combat, 3.000 pièces d'artillerie, contre 640.000 venant de 29 pays (dont 400.000 Américains), disposant de 3.700 chars et 1.700 avions. A l'évidence, il y a, si rien n'arrête l'ascension aux extrêmes, de quoi faire de très gros dégâts.
Seconde certitude. Un conflit ne peut que voir une défaite irakienne. Certes, l'armée irakienne est habituée à la guerre. Elle est sans doute moins démotivée qu'on ne le dit (et elle sera d'autant plus motivée qu'il ne s'agira pas d'attaquer mais de défendre), mais, au-delà de la comparaison des chiffres, les Américains et leurs alliés disposent de l'avantage technologique (satellites, radars, contre-mesures électroniques, etc.).
Seule incertitude. La seule incertitude demeure l'ampleur des dommages que l'Irak pourra infliger aux Américains. Ceux-ci affichent un optimisme qui ne reflète pas forcément leurs sentiments réels, tablent sur 1.500 à 2.000 morts "seulement" dans leurs rangs. Mais ne surestiment-ils pas, comme trop souvent, leur force et leur avantage technologique ? Cette fois-ci, l'armée américaine n'aura pas contre elle les forces armées de Grenade ou la garde nationale panaméenne.
La question est de savoir comment les forces coalisées engageront le combat. S'agira-t-il d'une décision purement américaine ou bien Washington mettra-t-il au point un plan avec les autres pays militairement présents en Arabie Saoudite ? Si cette seconde hypothèse l'emporte, les combats pourraient ne pas commencer après la fin de l'ultimatum.
Ce dernier passé, quels sont les scénarios militaires ?
Premier scénario. C'est l'Irak qui prend l'initiative de l'ouverture du feu. L'objectif serait de lancer des missiles, équipés ou non d'obus chimiques, sur les troupes américaines et sur Israël. Avantage pour Bagdad : utiliser ces armes avant qu'elles ne soient détruites par l'aviation américaine et transformer le conflit en guerre israélo-arabe, mettant ainsi en porte-à-faux les pays arabes (Syrie, Egypte, Maroc, et même Arabie Saoudite), qui ont pris fait et cause contre l'Irak. Inconvénient : ce pari doit réussir très vite, ce qui est très incertain car, sinon, la riposte américaine, voire israélienne, serait très brutale, et la survie du régime de Saddam Hussein et même de l'Irak comme puissance deviendrait plus qu'aléatoire.

Deuxième scénario. Les Américains et leurs alliés se limitent au Koweït comme but de guerre et n'entreprennent des actions aéro-terrestres que sur ce seul terrain. Ce conflit resterait limité et chacun pourrait sauver la face. Inconvénient : cette limitation géographique du conflit laisse une grande part d'initiative à Saddam Hussein et pourrait s'avérer coûteuse en hommes pour les Américains.

Troisième scénario. Selon la presse américaine, il aurait les faveurs du Pentagone. Il comporte, d'abord, une attaque aérienne stratégique sur les sites militaires situés en Irak (aéroports, bases de missiles, DCA, centre de commandement). Cette phase pourrait durer une semaine. La seconde phase (deux à trois semaines) concernerait une attaque aérienne "tactique", celle-là sur les troupes irakiennes situées au Koweït. Viendrait alors la troisième phase, terrestre, pour terminer l'opération. Les Américains ne sont pas très bavards sur celle-ci. On les comprend : elle serait la plus coûteuse humainement.

Ce scénario est également muet sur la riposte irakienne. Gageons que, si Saddam Hussein n'a pas évacué le Koweït pacifiquement, ce n'est pas pour s'en faire déloger militairement sans réagir. Et, à partir de là, on ouvre la boîte de Pandore, et les plus parfaits scénarios ne peuvent empêcher de voir se dérouler une guerre plus longue, plus lourde en pertes humaines et plus déstabilisante géopolitiquement, que ce qui a été échafaudé intellectuellement. Le pire ne fait pas souvent partie des plans, mais il est souvent au rendez-vous.

Pascal Boniface

Auteur de "L'Année stratégique 1991", Ed. Stock, 596 p., 250 F.

Boutros Ghali : "...l'après-crise sera encore plus difficile"



Le Caire a joué un rôle important ces dernières semaines. Entretien avec M. Boutros Boutros Ghali, ministre égyptien des Affaires étrangères

"Vendredi". Quels sont les principes qui ont guidé l'Egypte dans cette crise ?

Boutros Boutros Ghali. Les principes de la Ligue arabe, fondée le 23 mars 1945 et ceux de la Charte des Nations Unies (dont l'Egypte est un des membres fondateurs), qui imposent le respect de l'indépendance politique et de l'intégralité territoriale des Etats membres. C'est la raison même de la constitution de ces organismes. L'invasion du Koweït par l'Irak contrevient de façon caractérisée à ces principes.

Le monde arabe est à nouveau divisé...

Sans vouloir sous-estimer les divisions actuelles, il faut cependant en relativiser l'importance, si on les compare à celles que le monde arabe a connues au cours des quarante-cinq dernières années. Souvenez-vous, en 1949, le désaccord sur le sort des Palestiniens, les uns souhaitant leur indépendance, les autres leur intégration au royaume de Transjordanie. En 1955, autre crise née de l'acceptation, par les uns, du pacte de Bagdad imposé par l'Occident et les partisans du non-alignement derrière Nasser. 1958 : la révolution irakienne et l'intervention anglaise en Jordanie et américaine au Liban. En 1961, l'éclatement de la République arabe unie (Egypte-Syrie) ou encore les accords de Camp David. Toutes ces crises ont été surmontées. Je pense qu'une fois la crise actuelle achevée -même par la guerre- elle ne laissera pas de traces plus profondes que les autres. La réconciliation interarabe se réalisera même assez rapidement.

Comment analysez-vous le décalage entre les opinions publiques et les gouvernements face à Saddam Hussein ?

Là encore, je crois qu'il est beaucoup moins important qu'on ne le pense. En Egypte, dans le Golfe, en Syrie ou en Arabie Saoudite, dans sa grande majorité, l'opinion condamne l'attitude de Saddam Hussein. Son régime n'est pas très populaire et, en Irak même, il compte de nombreux opposants.

En réalité, seuls les Palestiniens le soutiennent et si, dans le Maghreb, des mouvements se manifestent en sa faveur -rendus plus faciles par l'éloignement- qu'en restera-t-il après sa défaite ?

Quels changements profonds cette crise aura-t-elle générés au Moyen-Orient ?

Les difficultés de l'après-crise seront plus difficiles à résoudre que la crise elle-même. Jusqu'à présent, l'opinion internationale et les acteurs ont privilégié la crise et négligé ce qui se passerait après. Et c'est vrai qu'il est difficile de s'y intéresser sans influencer directement ou indirectement l'issue de la crise elle-même.

Cependant, je pense que si le monde arabe sait bien utiliser l'après-crise, il peut réussir à s'organiser en s'inspirant de ce que sera l'Europe en 1992. Mais s'il ne saisit pas l'occasion qui lui est offerte, il continuera à s'affaiblir. Cette occasion est aussi offerte aux Etats non arabes, et notamment à l'Europe, aux Etats-Unis et au Japon, d'aider le monde arabe et de lui manifester un minimum de solidarité.

Quelle forme peut prendre cette aide ?

Les réflexions que je vous livre sont celles de cénacles restreints et n'ont aucun caractère officiel... Elles s'articulent autour de quatre axes :

- un plan Marshall constitué à partir d'un fonds de péréquation redistribuant à la fois l'argent des Etats arabes pétroliers et celui des Etats industrialisés ;
- un parlement interarabe, à l'instar du Parlement européen, qui permettrait de développer des institutions démocratiques de façon indirecte ;
- renouveler l'approche de la question de la paix, et réaménager la sécurité collective de la région, y compris avec l'ONU, et résoudre la question palestinienne ;
- enfin, poser clairement la question des rapports Nord-Sud, dans laquelle l'Europe doit jouer un rôle plus important.

Votre pays est-il favorable à la tenue d'une conférence internationale et quel rôle particulier entend-il y jouer ?

L'Egypte est bien sûr favorable à la tenue d'une telle conférence, puisqu'elle souhaite la présence de l'Europe et de l'Union Soviétique dans le règlement du problème du Moyen-Orient. D'ailleurs, les deux seules résolutions qui en constituent l'infrastructure juridique -les résolutions 242 (novembre 1967) et 338 (1973)- ont été adoptées avec l'accord des Etats-Unis et de l'URSS et des autres membres permanents du Conseil de sécurité. Au cours de cette conférence, l'Egypte s'attacherait particulièrement à la solution de la question palestinienne, que la crise du Golfe a relégué au second plan.

Quelle a été et quelle peut être l'action de l'Internationale socialiste ?

Vous le savez, l'Internationale socialiste a adopté à New York une résolution exigeant clairement le retrait de l'Irak du Koweït. Sa position est sans ambiguïté.

Je crois que les conséquences de cette crise vont durer un, deux, voire trois ans. Mais, à mes yeux, là n'est pas l'essentiel : les conflits qui vont naître entre le Nord et le Sud seront beaucoup plus graves et plus durables. C'est à cette question que je vais attacher la plus grande part de mon action.

Propos recueillis par
Ghislaine Toutain et Alain Chenal

le n° deux de l'OLP assassiné à Tunis

Abou Iyad, numéro deux de l'OLP, a été assassiné, avec deux de ses adjoints, dans la banlieue de Tunis, dans la nuit du 14 au 15 janvier.

Bras droit de Yasser Arafat, Abou Iyad était aussi chef des services de sécurité et de renseignement de cette organisation et l'une de ses personnalités les plus influentes, affirment les milieux palestiniens à Tunis. Personnage complexe, intéressant, qui, le même jour dans "La Croix", prenait ses distances avec Saddam Hussein et refusait de mêler le destin des Palestiniens à celui du leader irakien.

Selon des membres de la communauté palestinienne, c'est lundi soir que l'un des gardes du corps palestinien d'Abou El Oul (l'un des deux adjoints d'Abou Iyad, tué lui aussi), armé d'une Kalachnikov, aurait fait irruption dans la pièce et tiré à bout portant sur les trois victimes.

François Mitterrand a adressé un message de condoléances à Yasser Arafat et aux familles. Pour le PS, Pierre Mauroy et Pierre Guidoni, secrétaire national aux Relations extérieures, ont fait de même.

Plusieurs questions restent sans réponse sur les instigateurs de ces assassinats. Certains Palestiniens en avaient rejeté la responsabilité sur Israël. Mais, le 15 janvier, le Fatah (principale composante de l'OLP, dirigé par Arafat), ne fait plus mention de l'Etat hébreu et déclare, sans autre précision, que le meurtrier, Hamza Abou Zeid, est un agent "d'une bande de traîtres", infiltré dans la garde des dirigeants palestiniens. Selon des sources palestiniennes, l'auteur de l'attentat serait un transfuge du groupe Abou Nidal, mouvement dissident de l'OLP et ennemi juré du Fatah, qui a condamné son chef à mort.

C'est la deuxième fois en l'espace de trois ans que des dirigeants de l'OLP sont assassinés : le 13 avril 1988, Abou Jihad, commandant en chef adjoint de l'OLP, trouvait la mort, abattu, près de Tunis, par un commando israélien, débarqué clandestinement en Tunisie.



George Bush sous surveillance

Samedi 12 janvier, le président Bush a obtenu la majorité des deux chambres du Congrès sur le texte d'une résolution qui est l'équivalent édulcoré d'une déclaration de guerre à l'Irak et lui permettait d'engager les troupes américaines après l'expiration du délai prévu par la résolution des Nations Unies.

Ce soutien n'est cependant pas écrasant. Au Sénat, le président Bush n'a obtenu que 52 voix contre 47, 2 républicains votant avec les démocrates, et 10 démocrates, principalement l'aile sudiste "patriotique", soutenant le président. A la Chambre, le résultat du vote a été de 250 contre 183. Là encore, de nombreux démocrates sudistes, mais aussi les inconditionnels d'Israël, ont soutenu la ligne dure de l'administration.



Les principaux dirigeants démocrates, tant à la Chambre qu'au Sénat, y compris le sénateur Sam Nunn, puissant président de la commission de la Défense et possible candidat aux prochaines élections présidentielles et Lloyd Bentsen, ancien candidat à la vice-présidence, tous les deux sudistes, ont voté contre cette résolution, car ils pensent que cette guerre est prématurée et qu'il faudrait laisser aux sanctions plus de temps pour produire leur effet. D'autres élus ont fait part de leur peur de la guerre et de leur refus de voir couler le sang américain, reprenant un argument plus purement pacifiste. Cependant, la grande majorité des élus a tenu à souligner qu'elle soutiendrait l'effort de guerre américain, si guerre il y avait. Mais, en même temps, les avertissements ont été clairs : la guerre devra être courte et victorieuse, sinon, les démocrates feront payer très cher au président Bush son bellicisme. Même M. Newt Gingrich, "whip" républicain à la Chambre (chargé de faire respecter la discipline de groupe), a dit que la guerre aurait échoué si elle devait durer plus de cinq ou six semaines.

Cela est important pour la suite et indique que les Etats-Unis sont beaucoup moins unanimes sur cette affaire que ne le laissent entendre la plupart des médias occidentaux, qui ne parlent que des quelques manifestations pacifistes qui se déroulent ici où là. Mais le risque pour le président Bush ne vient pas de ces petits groupes. Il vient du Congrès lui-même. Tout enlisement, ou toute intransigeance trop forte de l'administration entraîneraient certainement des réactions importantes, notamment au Sénat, où il suffit que trois sénateurs changent d'avis pour que la majorité se renverse : les gains démocrates des dernières années prendraient alors toute leur importance. Les Européens doivent savoir que leurs réserves sur une certaine précipitation américaine sont très largement partagées par une partie importante de l'establishment politique américain : cela pourrait avoir des conséquences cruciales pour le règlement de la crise, puisqu'il faudra bien en venir là un jour.

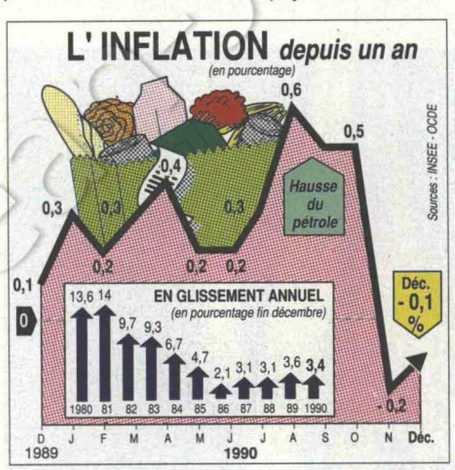
Axel Quéval

l'impact de la crise sur l'économie française

L'impact -encore peu sensible- du conflit du Golfe sur l'économie française risque de s'alourdir et d'entraîner une dégradation du climat économique et social. Reste à savoir dans quelles proportions et pour combien de temps.

Le gouvernement a déjà pris ses marques. La semaine dernière, devant un parterre de patrons réunis au forum de "L'Expansion", Michel Rocard s'est tout d'abord employé à rassurer. Pour le Premier ministre, en effet, la situation des entreprises s'est depuis quelques années considérablement assainie, leur permettant ainsi de mieux absorber les chocs de toute nature. En se prononçant à nouveau contre tout dérapage salarial, source selon lui d'inflation et, à terme, de chômage, Michel Rocard a réaffirmé le credo gouvernemental en matière de rigueur, source d'une croissance "vertueuse". Ces propos ont entraîné une levée de boucliers syndicale de la CGT, de FO et de la CGC qui craignent un renforcement de la politique d'austérité dont les salariés seraient les premières victimes.

Si la guerre éclate, le marché pétrolier sera le premier touché. Pour éviter tout déficit d'approvisionnement, les 21 membres de l'Agence internationale de l'énergie -l'AIE, qui réunit la plupart des pays consommateurs occidentaux- ont adopté vendredi dernier à Paris, au siège de l'OCDE, un plan d'urgence. Celui-ci permettrait de dégager dans un premier temps 2,5 millions de barils/jour en puisant dans les stocks des pays industrialisés.



▲ *A 3,4 contre 3,6 et malgré la crise du Golfe et la hausse du prix du pétrole, l'inflation en 1990 est inférieure de 0,2% à celle de 1989.*

Le cinquième de cette disponibilité serait obtenu par des mesures de restriction de la consommation. Les stocks détenus par les pays membres de l'OCDE représentent actuellement 470 millions de tonnes, soit 3.600 millions de barils. Non membre de l'AIE, la France s'est associée à ces mesures.

En outre, les experts planchent sur trois hypothèses.

• La première, celle du statu quo, ne réjouit pas les économistes. Certes, pas de flambée sur le pétrole, voire une petite baisse, mais poursuite de l'érosion de la Bourse, minée par l'incertitude, et attentisme peu propice à la croissance pour les entreprises françaises.

• Les tenants de la guerre éclair sont de loin les plus optimistes. Après une brève flambée des prix du pétrole, qui pourraient monter jusqu'à 80 dollars le baril et une forte augmentation du dollar, valeur refuge par excellence, la tension retombe comme un soufflé ; retour à l'équilibre et même à l'euphorie, facteur de croissance.

• Le dernier scénario, celui d'une guerre longue, est de loin le plus inquiétant. Avec un baril durablement supérieur à 40 dollars, l'inflation est relancée (au miminum deux points de plus pour la France), les commandes des entreprises chutent sensiblement, l'économie s'installe au mieux dans la stagnation, au pire dans la récession, avec, dans les deux cas, l'apparition de leur inévitable corollaire, la montée du chômage.

Olivier Dutreil

que se passe-t-il dans les Etats baltes ?

L'armée soviétique a tiré sur la foule qui protégeait l'immeuble de la radio-télévision lituanienne : 14 morts. La perestroïka est-elle en train de vivre ses derniers instants à Vilnius, par la volonté d'un Gorbatchev s'abritant derrière les préparatifs de guerre dans le Golfe ?



▲ *Vilnius, dans la nuit du 12 au 13 janvier.*

L'URSS serait-elle menacée d'un rapide et brutal retour en arrière ? La chape de plomb qui la recouvrait, il y a encore peu, va-t-elle retomber sur un ensemble à nouveau livré à la terreur ? Beaucoup, à l'Est comme à l'Ouest, commencent à le craindre, tandis que dans les autres républiques baltes, les démonstrations de force de l'armée soviétique se multiplient sur fond de "respect de la Constitution soviétique" et de menaces de "comités de salut national" de triste mémoire. Dans cette partie du monde, trop souvent ramenée aux réalités par des remises au pas sanglantes ou musclées, l'histoire se répéterait-elle ? Budapest, Prague, Varsovie ? Vous n'y êtes pas, nous affirme le maréchal Yazov, ministre de la Défense de l'URSS : c'est le général Vladimir Uskoptchik, commandant de la garnison de Vilnius, qui a donné l'ordre de prendre d'assaut les installations de la radio-télévision : "Vous comprenez, il y habite et, sous l'emprise des émotions", il a pris cette décision afin de "faire cesser immédiatement" la propagande antisoviétique qui y était distillée. Curieux et inquiétant pays que cette Union Soviétique où des généraux hypersensibles tentent de surmonter leurs "émotions" en opérant un nouveau massacre. Après la tragédie de Tbilissi, en avril 1989 (21 morts) et la sanglante reconquête de Bakou en janvier 1990 (200 morts)...

Depuis deux ans déjà, l'espoir semblait pourtant venir de ces petites républiques baltes, dont le calme et la pondération avaient fait l'admiration des autres, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'URSS. Elèves brillants de la classe gorbatchévienne, ces trois petits peuples solides et courageux n'étaient-ils pas les découvreurs de nombreuses potentialités d'une perestroïka par ailleurs si difficile à imposer au "grand frère" ? Bientôt, pourtant, Estoniens, Lettons et Lituaniens ont parlé d'une voix plus assurée : n'était-il pas temps que le gouvernement soviétique reconnaisse enfin l'annexion perpétrée par Staline, en 1940, à la suite du pacte germano-soviétique ? Première étape vers une indépendance désormais inéluctable. Corsetées dans une Union qui ne parvient pas à mettre en place une économie de marché, frustrées face à une Scandinavie démocratique et prospère, les républiques se sont inexorablement radicalisées : pouvaient-elles assurer, seules, le succès d'une perestroïka mal en point dans le reste de l'Union ? Le 11 mars 1990, la Lituanie a franchi le Rubicon en rétablissant son indépendance à la suite des premières élections libres de la période soviétique. L'Estonie et la Lettonie ont fait preuve d'une plus grande prudence : confrontées à de très importantes minorités russophones (40 et 47%), elles vivent dans la hantise permanente de provocations s'appuyant sur la peur de "migrants" manipulés.

Aujourd'hui, les républiques baltes sont dans l'œil du cyclone : pour un pouvoir confronté au marasme économique, au désordre intérieur et à la volonté sécessionniste de nombre de républiques, elles semblent être la première étape, l'exemple nécessaire, du rétablissement de l'ordre. Alors que le processus de démocratie donne de terribles signes de faiblesse, il ne faut pas permettre que l'ordre règne à Vilnius, Riga ou Tallin. Sinon, il règnerait bientôt à Moscou, Kiev ou Erevan, rendant encore plus douloureuse la sortie du totalitarisme et plus précaire l'établissement d'un nouvel ordre mondial. La dictature et la terreur ne sont pas inéluctables.

Charles Urjewicz



REF... EN BREF... EN



■ ***Portugal.*** **Mário Soares, réélu président de la République avec 70,4% des suffrages exprimés. Le socialiste Mário Soares a été réélu, dimanche 13 janvier, président de la République portugaise. Son principal rival, Basilio Horta, candidat de la droite, a recueilli 14,1% des voix et Carlos Carvalhas, candidat du PCP, 13%.**
Cette très belle victoire fait de Mário Soares le président élu avec le plus grand nombre de voix dans l'histoire du Portugal démocratique. L'essai sera-t-il transformé par le PSP, lors des élections législatives ? Réponse dans six mois.

■ ***Espagne.*** Alfonso Guerra, vice-président du gouvernement espagnol, contraint de démissionner. Le plus proche compagnon de Felipe Gonzalez et numéro deux du PSOE, Alfonso Guerra, a dû démissionner de son poste de vice-président du gouvernement, samedi 12 janvier, sous l'implacable pression conjuguée de la presse et de l'opposition, éclaboussé par le scandale d'influences, dans lequel son frère est accusé d'avoir accumulé une fortune colossale en jouant les intermédiaires auprès des pouvoirs locaux.
Des révélations successives, tout au long de l'année dernière, avaient déjà conduit ce "pur et dur" du socialisme espagnol à présenter à deux reprises sa démission à son ami, qui a finalement dû s'y résoudre pour maintenir la cohésion gouvernementale et assainir le climat politique.
Tenant de main de fer l'appareil du PSOE, où il ne compte pas que des amis, Alfonso Guerra a précisé qu'il allait entamer "une nouvelle étape de travail" à la direction du Parti, dont il conserve la vice-présidence.

■ **A lire pour comprendre**

• ***"Saddam Hussein"*** **par Judith Miller et Laurie Mylroie. Un portrait. Qui est Saddam Hussein ? Machiavel ou Hitler ? Une question qui recouvre toutes les autres : pourquoi et comment en est-on arrivé là où nous en sommes ? Bonnes connaisseuses du Moyen-Orient, les deux auteurs répondent. Pour la personnalité du leader irakien, le modèle le plus proche du personnage serait celui du mafioso à la volonté de fer, animé avant toute chose par la passion du pouvoir. Sur la genèse de la crise actuelle, elles font remonter l'affaire à la guerre avec l'Iran. L'Irak s'y est épuisé et s'est refait une santé en captant le Koweït. Mais aussi Saddam Hussein, estiment-elles, en veut à l'univers entier d'avoir été laissé seul à combattre l'extrémisme des ayatollahs, qui représentait une réelle menace aussi bien pour l'Occident que pour l'URSS ou les pétro-monarchies. Et il se venge. Les origines modestes, le Baas, le pétrole, la religion, la torture. Ce livre, remarquablement documenté, est particulièrement d'actualité. Presses de la Cité, 292 p., 120 F.**

• **"Mossad, un agent des services secrets israéliens parle" par Claire Hoy et Victor Ostrovsky. Fin 1990, le gouvernement israélien avait obtenu que ce livre soit interdit à la vente sur tout le territoire des Etats Unis. Selon Tel Aviv, il "diffusait des informations hautement confidentielles, susceptibles de mettre en péril les vies de plusieurs personnes employées par l'Etat d' Israël". En appel, la décision a été suspendue, mais le premier jugement donne à penser que les informations contenues dans ce livre sont du plus haut intérêt : organisation des services secrets, opérations spéciales, financement. Presses de la Cité, 324 p, 125 F.**

EGALITE A L'ECOLE

Dossier préparé par Patricia Jaffray

L'école a-t-elle réussi sa démocratisation ? La massification a-t-elle créé plus d'égalité ? Non, estiment la plupart des spécialistes, Antoine Prost* en tête. Seul un traitement inégalitaire pourra réduire les inégalités.

Le système scolaire du XIXe siècle était dualiste : d'un côté, une école des notables, de l'autre, une école du peuple. Chacune des deux écoles était complète : elle avait ses structures, son administration, son corps enseignant, sa clientèle et ses débouchés. L'école du peuple ne se limitait pas au primaire, mais elle se prolongeait par l'enseignement primaire supérieur et par un enseignement technique peu développé. L'école des notables avait ses propres classes primaires, les petites classes des lycées, et elle se prolongeait par les grandes écoles et l'enseignement supérieur.

La gauche française a toujours dénoncé ce dualisme comme un facteur majeur d'inégalité sociale. Les destins sociaux dépendant des scolarités, il est profondément injuste que les enfants suivent telle scolarité ou telle autre en fonction des hasards de leur naissance, et non de leur mérite scolaire. La gauche voit dans la différenciation des scolarités une ségrégation. De Ferdinand Buisson avant 1914 au plan Langevin-Wallon en 1947, en passant par Jean Zay (1937), s'impose donc l'idée qu'après une école primaire unique, une ou plutôt deux années d'observation sont nécessaires pour orienter les élèves vers les études qui leur conviennent le mieux.

Cette idée inspira les projets des ministres successifs de la IVe République. René Billières manqua d'aboutir en 1956-57, il fut victime de l'antagonisme du primaire et du secondaire. Chacun des deux enseignements revendiquait pour ses membres un rôle majeur dans le cycle d'observation, mais le désaccord n'était pas seulement corporatiste. Plus profondément, il portait sur la nature de l'enseignement dans ce cycle : fallait-il créer un nouvel enseignement pour l'ensemble de la classe d'âge, ou donner à tous l'enseignement même dont l'élite avait bénéficié jusqu'alors ?

Primaire contre secondaire

La Ve République, moins sensible aux pressions enseignantes, créa en 1959 un cycle d'observation de deux ans (réforme Berthoin) mais, comme ces classes restaient partie intégrante des établissements dans lesquels elles étaient implantées, l'orientation était inexistante. D'où l'unification plus radicale de la réforme Capelle, en 1963, et la création de collèges d'enseignement secondaire et d'enseignement général, appelés à fusionner ultérieurement, et, pour finir, la loi Haby de 1975, et la suppression des filières dans les classes de sixième et de cinquième des collèges uniques.

Malheureusement, on constate que ces réformes n'ont pas fait progresser la démocratisation : les inégalités liées aux milieux familiaux sont trop profondes. D'où une double interrogation.

Une discrimination positive

En premier lieu, une mise en question de l'égalitarisme républicain. Si l'on veut que les enfants des milieux défavorisés aient des chances égales. Il faut faire plus pour eux que pour les autres.

C'est l'idée d'une discrimination positive, et la création des zones d'éducation prioritaires par Alain Savary. Aucune étude ne permet actuellement de savoir si cette politique, reprise par Lionel Jospin, a combattu effectivement les inégalités scolaires.

La seconde mise en question porte sur les structures. Il n'est pas sûr que des classes indifférenciées soient plus démocratiques que des filières distinctes. Réunir les élèves pour éviter les ségrégations peut conduire à l'élimination définitive, par l'échec scolaire, des élèves défavorisés. Inversement, des filières apparemment ségrégatives, comme les cours complémentaires des années 50, peuvent assurer la promotion des mêmes élèves, à condition qu'ils puissent déboucher •tions de la filière dominante. La structure, par elle-même, n'est rien : c'est le fonctionnement qui importe.

Antoine Prost
•Professeur à l'université de Paris I, chargé de mission auprès de Michel Rocard de mai 1988 à octobre 1990.

L'héritage de Savary

Trois ans après la mort d'Alain Savary, les spécialistes sont quasiment unanimes à reconnaître la pertinence de ses propositions, largement reprises par Lionel Jospin. Aide personnalisée, tutorat, pédagogies différenciées et nouvelle formation des maîtres, les années 90 marquent le grand retour des idées de l'ancien ministre.



Débat Paul Thibau

DIVERSIFIE DE RÉ

Ancien directeur de la revue "Esprit", Paul Thiba un cri d'alarme : le modèle français est en trai En face de lui, André de Peretti (2), l'un des i actuel de formation des maîtres, affirme lui ha



▲ *Paul Thibaud (dr.) et André de Peretti (à g.)*

"Vendredi". Peut-on parler, comme le laisse penser le titre de l'ouvrage de Paul Thibaud, de fin de l'école républicaine ?

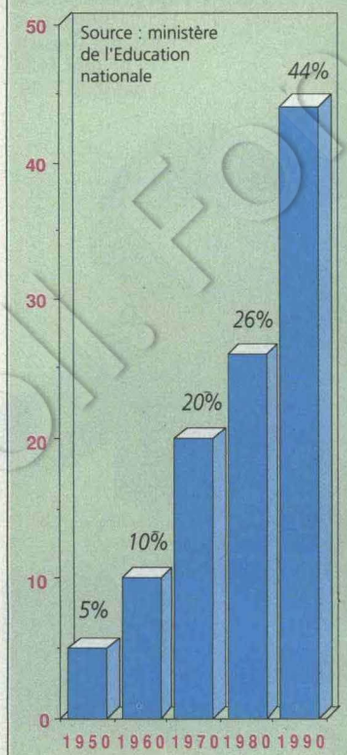
André de Peretti. Bien sûr que non. Il y a une crise de croissance, mais pas de décadence. Avec 800.000 élèves entrant en 6e, on ne peut pas travailler de la même façon que lorsque 30.000 enfants y accédaient. Actuellement, plus de 50% des jeunes entrent dans les lycées. Sous la pression populaire, les 80% seront atteints en 1997. C'est une nécessité de survie économique en même temps que de réalisation de notre idéal républicain et démocratique. Certains ont peur pour l'élitisme. Or, l'élitisme ne risque rien ! Mais ce qui est important, c'est de permettre à des jeunes de progresser.

Je m'élève contre l'idée passéiste qu'on aurait atteint un sommet de l'équilibre de l'enseignement et que, maintenant, on irait vers un déclin. Pour des raisons différentes, toute une série de gens attaquent ce que propose le ministère : instituts de formation des maîtres, réforme des programmes et, finalement, démocratisation.

Paul Thibaud. Peut-être assistons-nous à la naissance de l'école démocratique mais l'école républicaine, elle, est bien morte ! La crise de croissance est celle d'un système qui a confondu démocratisation et unification, voire uniformisation de l'école. Ce développement quantitatif dont vous vous réjouissez est ressenti par beaucoup comme des travaux forcés. L'école est trop unifiée, elle ne connaît qu'une voie de réussite, le système est inflationniste et profondément frustrant. Le mouvement lycéen de l'automne l'exprimait très clairement . "Avec le bac, on n'a plus rien", observe l'opinion publique. Tous les systèmes inflationnistes provoquent une demande de monnaie, d'autant plus qu'on n'a pas confiance en elle. La ruée vers les 80%, qui est un mouvement populaire, est-elle un mouvement sain ?

L'unification dans les collèges a des contreparties extrêmement lourdes. Quand vous avez un seul système, certains en sont exclus, se retrouvent dans des poubelles. La disparition des filières a provoqué la ghettoïsation géographique. Le tronc commun est une fausse bonne idée. Ce qu'il faut, ce sont des sytèmes convergents qui tiennent compte de l'inégalité sociale, des différents modes d'accès à la culture. On fait jouer tout le monde au jeu des catégories favorisées. Et on s'étonne qu'elles gagnent ! La massification a eu lieu, pas la démocratisation. La solution, c'est la diversification.

POURCENTAGE DES ELEVES RECUS AU BACCALAUREAT (par classe d'âge)



Vous soulignez le surinvestissement de la société française sur l'école. Quel doit être son rôle ?

P. T. Il est significatif que le mouvement lycéen soit allé crier devant le ministère et pas devant le CNPF. S'il s'agit d'avoir du travail, le patronat est bien un peu responsable ! L'école a deux fonctions essentielles : préparer les jeunes à la vie, donner les outils nécessaires pour trouver un métier. Et, au-delà de cette visée pratique, qui devient obsédante, répondre aux grandes questions existentielles. L'école a pour mission, pour paraphraser Hannah Arendt, de "prendre la responsabilité du monde devant ceux qui nous suivent". Apprendre à le connaître, y vivre et y agir de façon digne. Le premier point ne souffre pas beaucoup discussion. Le second est beaucoup plus périlleux. Il justifie l'idée de programme. Ce que l'on doit enseigner n'est pas seulement ce qui intéresse mais ce que l'on juge indispensable. Nos héritiers feront du monde ce qu'ils voudront mais nous nous avons le devoir de le leur expliquer.

A. de P. Peut-être ne s'y intéressent-ils pas parce qu'on ne sait pas le leur présenter d'une façon adéquate. N'a-t-on pas trop tendance à se plonger dans la délectation qu'on éprouve soi-même ?

P. T. La pédagogie est un instrument, mais elle ne légitime pas l'enseignant. C'est une technique indispensable mais seconde par rapport au savoir. L'école ne peut pas, comme la famille, fonctionner sur le principe de l'acceptation inconditionnelle des enfants.

A. de P. On sait ce que signifie la querelle pédagogique : "Haro sur l'école primaire ! Ne contaminons pas le premier degré !" L'exemple des IUFM est éclairant. Quel est leur péché majeur ? Permettre à des collègues du premier et du second degré de passer une partie de leur formation ensemble. La conjonction entre méthodologie et corpus disciplinaire est nécessaire. Les jeunes enseignants ont besoin d'un approfondissement de leurs connaissances et d'un ensemble de pratiques destiné à les mettre à l'aise afin que leurs élèves le soient également.

Et les programmes ? Qu'est-ce qui doit être obligatoire ? Qu'est-ce qui doit être optionnel ?

P. T. Certaines disciplines s'imposent par leur utilité : qu'il faille apprendre l'anglais, personne n'en doute. Mais la littérature ? Faut-il enseigner Rabelais au lycée ? Voilà une vraie question. Un programme, c'est un point d'accès à la société qui sélectionne dans le passé les éléments nécessaires à la compréhension du monde actuel. Dans cette perspective, le centre du questionnement actuel, c'est le XIXe siècle français : comment une vieille culture rencontre-t-elle la démocratie, la laïcité ? Des réponses se trouvent dans Hugo, Chateaubriand, Zola. C'est notre antiquité significative. En disant cela, je m'oppose à deux positions : il faut connaître tout, ce qui aboutit à un encyclopédisme délirant, et il faut des options.

Je suis hostile aux options individuelles. L'enseignement, ce n'est pas le supermarché. Cela ne consiste pas à offrir ce qui excite les papilles des enfants mais à leur dire : "Nous t'avons mis au monde et nous allons t'expliquer ce monde-là." Si nous reculons devant cette responsabilité, nous ne sommes ni des parents, ni des enseignants.

A.de P. Le Conseil des programmes fait des choix. Une partie du programme est général, les programmes complémentaires sont optionnels. Ces options sont indispensables ne serait-ce que pour casser cette dramatique filière C qui a détruit nos filières littéraires.

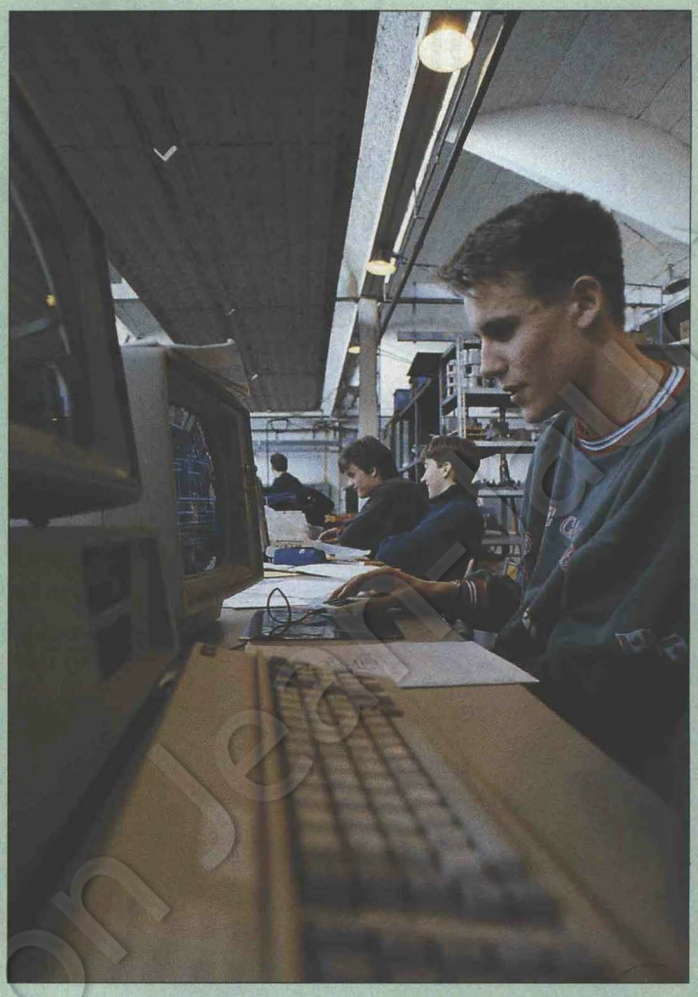
P. T. Cette personnalisation a deux inconvénients. Ou on évite les options exigeantes et on aura des résultats dérisoires. Des élèves joueront la stratégie la plus basse. Ou on risque d'accroître le système des bêtes à concours. Les "meilleurs" choisiront les bonnes options qui deviendront des spécialisations précoces. La compréhension de soi, pas en tant qu'individu mais en tant que participant d'une culture et d'une histoire, est la vraie finalité de l'enseignement.

A. de P. Vous dites d'un côté "il faut diversifier", de l'autre "il existe un corpus unique à communiquer". Que faites-vous des jeunes qui vont dans l'enseignement professionnel ? Où est la diversification, si tout le monde fait la même chose ? Actuellement, l'orientation est cachée et trop précoce. Notre système d'évaluation est aléatoire, différent selon les établissements. Un problème très profond qui demande du temps. Mais ne soyons pas excessivement pessimistes. Les évolutions se font lentement, avec des effets pervers qu'il faut régulièrement corriger, mais elles se font. Nous

l – André de Peretti

R LES VOIES USSITE

**ıd lance dans "La Fin de l'école républicaine" (1)
de disparaître et la démocratisation a échoué.
spirateurs du plan Savary, à l'origine du projet
t et fort : nous sommes dans la bonne direction.**



▲ *Que faites-vous des jeunes qui vont dans l'enseignement professionnel ?*

sommes à un tournant. Quels en sont les enjeux et les risques ?

P. T. La République de Siéyès, comme celle de Jules Ferry, a plaqué une égalité formelle et ignoré les inégalités sociales. Les enseignants sont largement porteurs de cette idéologie. Ils traitent en égaux des gens qui ne le sont pas. Il faut désormais partir des différences pour les réduire, créér trois modes d'accès à l'excellence : l'entrée précoce dans la vie avec un système d'apprentissage à l'allemande, le modèle français de la grande école et des bêtes à concours, qui fait partie des traditions nationales, et l'université, moins exigeante au départ mais qui permet un approfondissement.

A. de P. D' où vient la ségrégation actuelle ? De nos programmes inflationnistes, de nos modes d'évaluation sans référence objective. Comment en est-on au collège unique ? Tout simplement parce que 50% des élèves d'alors étaient dans des filières où ils n'auraient jamais dû être. La disparition des compositions génère un système obsessionnel où les élèves passent leur temps à calculer des moyennes. Tout le monde pense qu'un 11 à Montpellier vaut un 11 à Strasbourg ou à Nevers. Plaisanterie ! On est trop impérialiste vis-à-vis de l'école. Il faut qu'elle compense toutes les difficultés ! N'acceptons pas de verdict définitif ! Décidons qu'on peut partir de l'école et y revenir.

P. T. Il existe des paliers de découragement qui traumatisent les enfants de façon catastrophique. Il faudrait poser comme principe que, quiconque entre dans un cycle d'enseignement doit pouvoir y réussir. Ce qui suppose la sélection a priori et la diversification. Si tout le monde réussit de la même manière, le succès ne signifie plus rien. La pédagogie unifiante différentielle, en œuvre dans la loi Jospin, est une impasse. Je suis pour des filières clairement définies dès la seconde. Sinon, nous laissons libre cours à l'ambition des familles qui ne joue pas pour plus d'égalité. A égalité de résultats, il n'y a pas égalité d'orientation. Le projet actuel risque d'accroître cette pression parentale.

Comment expliquez-vous le malaise actuel des enseignants ?

A. de P. Comme les médecins, les officiers, les magistrats, les enseignants ont perdu de leur notoriété. Ils sont pris dans une explosion scolaire à laquelle ils n'ont pas été préparés. Notables tranquilles, les voilà projetés au premier rang de la ligne de front. Il faut tenir compte de l'hypersensibilité des enseignants français. Chez nous, le moindre reproche est insupportable. Enfin, ils ont souvent eu le sentiment que l'institution ne les soutenait pas. Or, ils ont fait un travail extraordinaire en continuant à faire tourner la machine malgré le changement d'échelle. Leur amertume est compréhensible.

Il me paraît anormal que les enseignants qui font quinze heures de cours, comme les agrégés, soient payés plus que ceux qui en font dix-huit. Sous prétexte qu'on a obtenu un diplôme à vingt-cinq ans, c'est pour la vie. Les titres, c'est biodégradable ! La France est un pays nobiliaire. C'est le monde indo-aryen des castes.

P. T. Ils sont placés devant deux tâches contradictoires : enseigner et sélectionner. A la fois transmettre des connaissances et prouver qu'elles n'ont pas été assimilées. Donc se sanctionner eux-mêmes. Prouver que l'élève a atteint son seuil d'incompétence n'est pas très gratifiant !

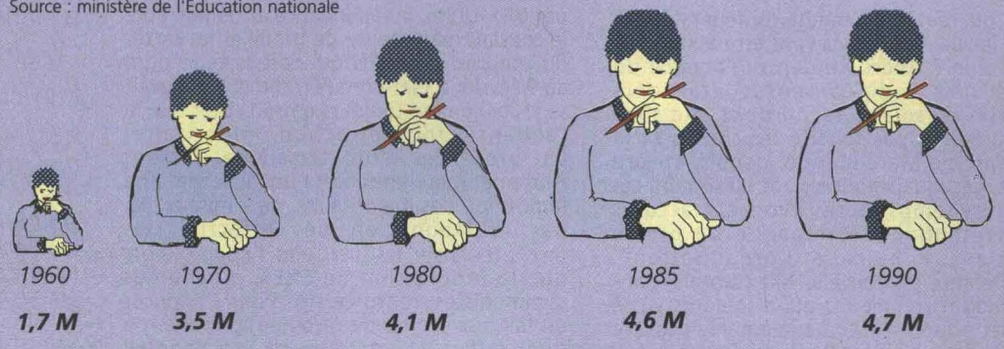
Un enseignant, c'est d'abord quelqu'un qui a le goût des idées. Si l'on veut le valoriser, il faut le valoriser en tant qu'intellectuel. Il n'y a pas d'incompatibilité entre souci pédagogique et fonction intellectuelle. Mais le souci intellectuel doit être premier. Il n'y a pas de bon enseignant, ni de bon enseignement, sans interrogation, sans inquiétude intellectuelle.

Propos recueillis par B. C. et P. J.

(1) Ed. Calmann-Lévy
(2) L'auteur de "La Formation des personnels de l'Education nationale", rapport au ministre de l'Education nationale, Documentation française; et "Pour une école plurielle", Larousse.

EFFECTIFS DU SECOND CYCLE PUBLIC (général, technique et professionnel)

Source : ministère de l'Education nationale



bulletin de santé des syndicats et du syndicalisme

1991 s'annonce amer la plupart des syndicats. A l'heure où le syndicalisme fait de moins en moins recette, les grandes centrales sont en proie à des remous internes qui les déchirent et, parfois, les paralysent.



En moins de dix ans, les syndicats ont perdu presque la moitié de leurs troupes, avec un taux de syndicalisation passé de 20 à 11%. Et pourtant, d'après un sondage récent publié par "Liaisons sociales", l'attente à l'égard du mouvement syndical ne cesse de grandir parmi les salariés : ils sont près de 40% à souhaiter leur renforcement, contre 28% il y a deux ans. Mais les syndicats sont-ils en mesure de saisir cette balle au bond ? Certains s'efforcent d'œuvrer pour une recomposition syndicale qui leur permettrait de mieux coller aux aspirations des salariés, d'autres sont tentés par un durcissement solitaire. Mais tous sont affrontés à une crise interne.

UNE MONTEE DE L'INTOLERANCE

A FO, qui réunit son comité confédéral les 17 et 18 janvier, les débats vont être animés. La succession d'André Bergeron -l'homme du compromis et du consensus- était déjà difficile en soi. La façon dont elle s'est déroulée n'a pas facilité les choses et la pratique de Marc Blondel depuis, encore moins. Les oppositionnels ont dû se taire ces derniers temps, après avoir été accusés d'entretenir une campagne de presse "tendant à nuire à l'organisation". L'intolérance est nouvelle, elle surprend dans un syndicat comme FO qui a toujours vu se côtoyer en son sein toute la gamme possible des opinions mais le débat, lui, est ancien. Il est d'abord politique entre ceux qui, comme Marc Blondel, sont pour un syndicalisme de contestation même s'il est peu conforme à la tradition de FO, et ceux qui privilégient la pratique contractuelle et s'alarment devant le nouveau "style" de leur centrale. Alimentent la discorde : la façon dont FO a fait attendre son appréciation sur l'accord sur le travail précaire, son hostilité sans nuance à la réforme de la grille de la fonction publique qui lui interdit de participer aux négociations, ses déclarations de guerre contre la CSG. A chaque fois, ces positions l'ont rapprochée de la CGT, "un rapprochement contre nature" pour ceux qui restent attachés à la politique contractuelle de FO. Ils s'inquiètent de voir leur syndicat se raidir dans une opposition de principe très éloignée de la pratique traditionnelle de FO et s'écarter des autres centrales réformistes qui, elles, n'hésitent pas à signer des accords et à adopter souvent une position commune. Jacques Mairé, le secrétaire général de l'union départementale de Paris, dénoncait il y a quelques mois ceux qui "veulent faire de FO une fausse petite CGT dirigée par des vrais petits communistes". Est visée la minorité trotskyste qui a permis à Marc Blondel de l'emporter au dernier congrès et qui, depuis, imposerait de plus en plus son point de vue.

Ce sont aussi les trotskystes qui sont accusés par UID -Unité, indépendance et démocratie, le courant majoritaire- de brouiller les cartes du congrès de la FEN qui doit se tenir du 4 au 9 février à Clermont-Ferrand et qui devait se jouer comme toujours entre UID et UA, la tendance Unité et action, minoritaire. La présence d'un troisième larron, Autrement, qui présentera une liste, entame la position des majoritaires, déjà mise à mal par la stagnation des effectifs des instituteurs sur lesquels elle s'appuie alors que la progression du SNES, proche des communistes, renforce UA. Pour s'opposer en fait aux projets de recomposition interne que souhaite mettre en œuvre Yannick Simbron -un syndicat unique pour un corps unique d'enseignants, Autrement réclame officiellement la fin de l'affrontement entre les deux blocs antagonistes de la FEN. Une belle pagaille en perspective !

DES PEAUX DE BANANE

La CGT, qui réunit son comité confédéral les 22 et 23 janvier prochains, échappe certes à ces débats sur la recomposition syndicale mais pas aux remous internes. Elle décidera peut-être à cette occasion d'avancer son 44e congrès qui était programmé initialement pour fin 1992 ou début 1993. Derrière cette question de calendrier se pose en fait celle du renouvellement des instances dirigeantes de la centrale, et surtout celle de son secrétaire général qui en est à son troisième mandat au grand dam de Louis Viannet et des durs du Parti communiste. Les peaux de banane se multiplient sous les pas d'Henri Krasucki qui ne cache pas depuis quelques mois son désir d'insuffler plus de démocratie dans le syndicat : plutôt que des grandes messes déconnectées de la réalité revendicative, il préfère que les revendications se décident à la base, en assemblée générale et que les salariés aient la maîtrise de leurs mouvements. Pour lui, c'est en ayant plus d'autonomie par rapport au PC que la CGT l'aidera davantage, alors que les partisans de Louis Viannet estiment que la CGT doit coller à lui à tout prix, et se durcir comme le PC se durcit.

Seule la CFDT, qui a une longue habitude des oppositions internes, semble échapper aujourd'hui à cette montée de l'intolérance. Il est vrai qu'elle a déjà fait souvent le ménage dans ses rangs avec la chasse aux "moutons noirs" -c'est ainsi qu'on appelle ici les militants d'extrême gauche en général, souvent accusés de trotskysme en particulier. Cette chasse s'est souvent traduite par des exclusions ou des départs plus ou moins volontaires. Espérons que ce ne sera pas le cas dans les autres syndicats.

Monique Grima

ACTION HUMANITAIRE

la France à l'aide des aveugles vietnamiens

Claude Polak, dont vous trouvez la signature chaque semaine dans "Vendredi", est ophtalmologiste. Plusieurs fois, dans sa spécialité, il a mené des opérations d'aide médicale. Voici le récit de la dernière.

Hô-Chi-Minh-Ville. 9 décembre 1990. L'ancienne ville de Saïgon, rebaptisée après la réunification, grouille de cyclistes, de pousse-pousse et de vélos-taxis. Dans la "Land Rover" Toyota de l'hôpital Dien-Bien-Phu (ex-hôpital Saint-Paul) j'apporte aux Vietnamiens cent boîtes d'instruments de chirurgie. Comment

ne pas être impressionné par le contraste entre l'excellente qualité des chirurgiens, leur dextérité, leur compétence, leur nombre suffisant, et leur manque total de matériel ? Il fallait donc fournir des instruments pour les équipes mobiles de lutte contre la cécité par cataracte. Une des rares cécités facilement curable. Dans ce pays de 68 millions d'habitants, l'un des plus pauvres du monde, 400.000 aveugles peuvent recouvrer la vue si l'on a les moyens de les opérer. Environ 300 chirurgiens vietnamiens sont disponibles ; seul le matériel manque. C'est la grande différence avec la plupart des pays en voie de développement où il faut aussi faire venir des praticiens coopérants. Avec l'aide de l'Association d'amitié franco-vietnamienne, j'ai réuni un financement de la France, de la Communauté européenne, de l'Organisation mondiale de la santé et de diverses ONG. Mon projet va donc pouvoir se réaliser : outre la fourniture de ce matériel, un atelier de fabrication de verres de lunettes pour les opérés de cataracte va être installé, ainsi que deux ateliers pour renouveler et réparer les instruments de chirurgie.

11 décembre 1990 : départ, toujours en 4x4 Toyota, pour les régions du centre, rarement visitées, afin de remettre en main propre, aux équipes, le matériel. 1.200 km de Saïgon à Huê, en passant par Nha Trang, Qui Nhon et Da Nang. L'unique route, la "Route mandarine", qui longe la côte, est souvent défoncée. Les paillottes, les femmes portant sur l'épaule de lourds fardeaux aux deux bouts de leur palanche, rien ne semble avoir changé depuis plusieurs siècles. 80% de la population est toujours paysanne.

Comme lors de ma précédente mission en 1988, où j'avais assisté à des interventions et opéré des cataractes, à chaque étape j'ai pu constater le bon fonctionnement des équipes créées il y a 5 à 6 ans. Une équipe mobile se compose d'un ou deux chirurgiens qui se rendent au village, à partir de l'hôpital, le plus souvent à bicyclette, avec plusieurs infirmières et leur matériel. Par séance, 10 à 15 opérations, sélectionnées quelques jours avant, sont pratiquées dans la salle commune du village. Les instruments, utilisés intensivement, sont usés et ne coupent plus. A la place du matériel inexistant, on invente des moyens de fortune ingénieux. Ainsi, les fils de suture sont-ils le plus souvent remplacés par des filaments de queue de rat. L'extraction du cristallin, aujourd'hui couramment réalisée en Europe à l'aide d'une cryode, se fait ici avec une bille de silicate, récupérée dans de vieilles boîtes de médicaments qu'elle servait à maintenir au sec. Pour l'éclairage du champ opératoire, faute d'électricité, on utilise la plupart du temps une lampe de poche et c'est dans une vulgaire marmite qu'on fait bouillir les instruments pour les restériliser. Les opérés qui séjournent au village doivent apporter du riz pour leur nourriture et celle de l'équipe médicale. Son travail terminé, celle-ci repart vers un autre village.

Malgré cette pauvreté, la décentralisation des soins médicaux est plutôt une réussite, comparée au reste de l'administration où règne une bureaucratie totalement paralysante. La grande tradition militaire du peuple vietnamien (en lutte depuis des siècles contre la Chine) lui a permis de gagner la guerre contre les Américains. Mais les brillants soldats sont devenus de piètres dirigeants en temps de paix. La concussion s'est installée partout.

Le VIe congrès du PC vietnamien, en 1986, avait pourtant remplacé 80 des 124 membres du comité central, et 6 des 10 membres du bureau politique. Les chefs historiques s'étaient enfin retirés de cette direction qui n'avait pas changé depuis un demi-siècle. Malgré cela, le "processus de renouveau" annoncé se fait attendre.

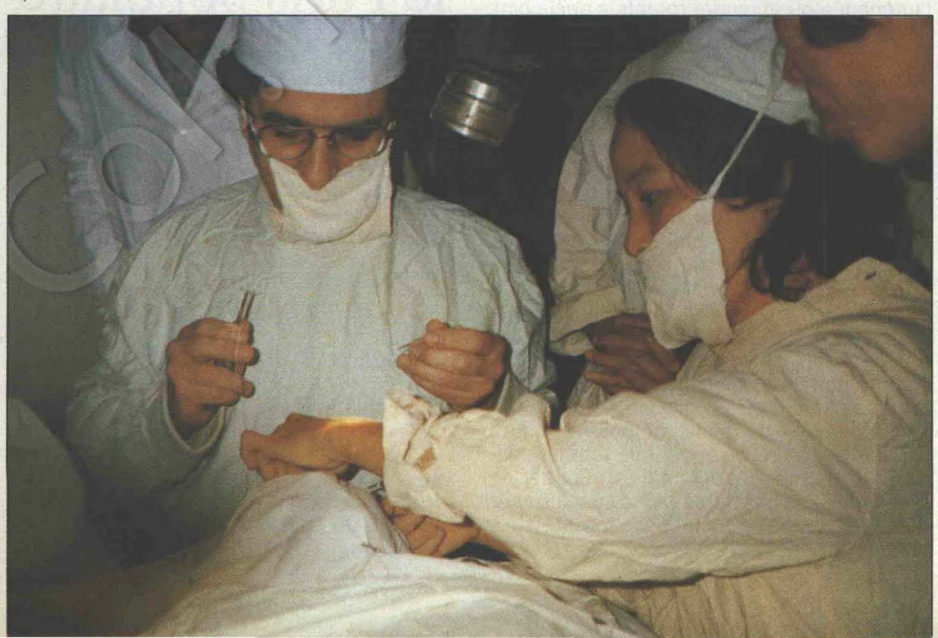
Pourtant, un changement par rapport à 1988 : le développement du marché libre. 500 PME privées fonctionnent à Hanoi, la capitale, et les magasins, également privés, depuis qu'ils sont autorisés, se sont rapidement multipliés. Ainsi que les pharmacies et les consultations.

L'année 1991 sera dure, car l'URSS et les pays de l'Est ont suspendu leur aide. Mais c'est à moyen terme qu'il faut examiner l'avenir. Les Japonais et les autres industriels de la région (Singapour, Taiwan, Hongkong, Bangkok) s'implantent. Et les hommes d'affaires américains, qui souhaitent ne pas être en retard sur leurs concurrents, font pression sur leur gouvernement afin qu'il ne prolonge pas plus longtemps l'embargo. Embargo que ces mêmes Américains avaient décrété pour se venger d'avoir perdu la guerre. La France, elle, se fait attendre. Pourtant tout pousse à sa présence dans cette région : une longue tradition francophone (qu'on est malheureusement en train d'abandonner), le souhait du Viêt-nam et l'intérêt de futurs débouchés économiques. Dans quelque temps, il sera trop tard.

Au mois de mai 1991 se tiendra le VIIe congrès du PC vietnamien. Saura-t-il enfin se réformer et modifier un système qui, ici comme ailleurs, a échoué ?

Dr Claude Polak

▼ *Equipe mobile en cours d'intervention.*



BREF... EN BREF... EN

■ Le nouveau fichier de la Banque de France des chèques volés ou perdus est opérationnel depuis le 18 janvier. En préparation depuis deux ans, il permettra aux commerçants de vérifier la validité des chèques qui leur sont présentés. Il leur en coûtera 1,85 F à chaque fois mais le jeu en vaut la chandelle : 40% de leurs règlements se font par ce biais.

■ Les intérimaires dépendront désormais d'une caisse unique pour tout ce qui concerne leur protection sociale, qu'il s'agisse de la maladie ou de leur retraite complémentaire. Jusqu'à présent, le nombre de caisses était tel qu'aucune politique globale n'était possible. C'est l'IREPS, l'Institution de retraite et de prévoyance des salariés, qui fera office de guichet unique pour les travailleurs temporaires qui représentent l'équivalent de 300.000 emplois à temps plein.

■ La croissance pour 1990 devrait atteindre 2,8% grâce aux bons résultats inattendus (1,3%) de la croissance au troisième trimestre. La hausse avait été seulement de 0,8% au premier et de 0,1% au deuxième. Autre bonne nouvelle : les prix à la consommation ont diminué de 0,1% en décembre, après avoir déjà baissé de 0,2% en novembre. Sur l'ensemble de l'année 1990, l'inflation se sera finalement élevée à 3,4%, contre 3,6% en 1989 et 3,1% en 1988.

■ Le crédit formation individualisé fait l'objet d'une nouvelle campagne de communication pour informer les 5 millions de Français concernés des nouvelles possibilités ouvertes aux salariés et aux demandeurs d'emploi. Près de 200.000 parcours de formation seront financés en 1991 : 125.000 pour les jeunes de 16 à 25 ans, 45.000 pour les demandeurs d'emploi et 25.000 pour les salariés sans qualification.

■ Les retraites toujours. Selon des chiffres que vient de publier le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité, plus d'un retraité sur trois perçoit un montant inférieur au minimum vieillesse (2.930 F par mois pour une personne seule). 10% des retraités touchent une retraite supérieure à 10.740 F par mois. Les personnes âgées les moins prises en charge sont celles qui ont une retraite supérieure au minimum vieillesse mais inférieure à 6.000 F par mois.

■ La colère monte chez les professeurs de conservatoire. Les 30.000 enseignants des conservatoires et écoles de musique de France sont inquiets : un décret du ministère de l'Intérieur prévoit une augmentation massive de leur service, de 16 heures à 24 heures par semaine pour les titulaires, de 20 heures à 30 heures pour les adjoints. "Une catastrophe", estiment-ils, qui entraînerait de fait une interdiction aux musiciens d'enseigner. Le décret prévoit également une baisse du niveau de recrutement : actuellement comparable à l'agrégation, il passerait désormais à bac + 2. Manifestation prévue à Paris le 16 janvier, en présence de Marcel Landowski, ancien directeur de la Musique, initiateur de l'éducation musicale en France.

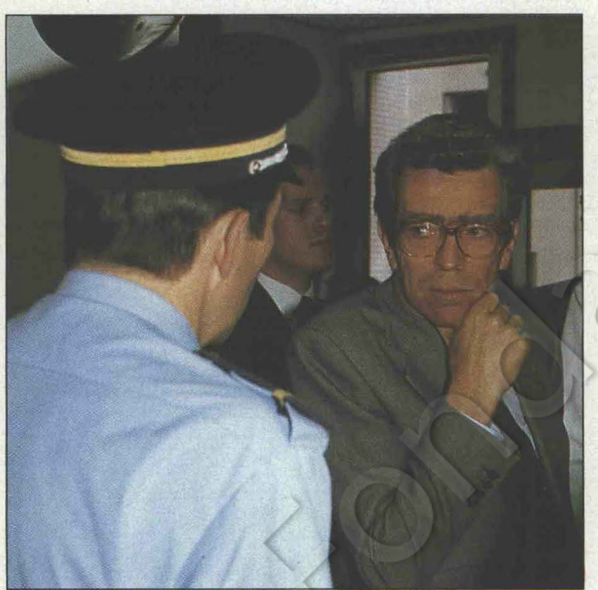
■ La hausse des loyers est en train de commencer à se ralentir. Entre juillet 1987 et juillet 1989, elle avait atteint un rythme proche de 6,5% par an. Depuis, en octobre comme en juillet 1990, on observe "à peine" 4,5% en glissement annuel. Ce ralentissement, selon l'INSEE, s'explique en grande partie par les variations de l'indice du coût de la construction, et par la nouvelle réglementation du secteur libre qui en a amplifié les effets. En particulier, l'augmentation moyenne des loyers de relocation est passée en un an de plus de 10% à environ 7% et leur contribution à la hausse de l'indice a été divisée par deux.

■ Un point sur les salaires. Dans le secteur privé, l'indice de salaire mensuel brut de base a progressé de 0,9% entre le 1er juillet et le 1er octobre 1990, soit une certaine pause après l'accélération constatée en début d'année. Dans la fonction publique d'Etat, aucune mesure générale d'augmentation n'a été prise entre juillet et octobre, mais des mesures catégorielles sont intervenues en août et septembre pour les catégories B, C et D : ce sont les premières mesures correspondant au plan Durafour de réforme de la grille en sept ans, et des mesures spécifiques pour les instituteurs (cinq points d'indice en septembre).

SECURITE QUOTIDIENNE

Mulhouse : "...une façon chaleureuse de ne pas baisser les bras"

Comment éviter que les banlieues de nos villes ne soient des foyers permanents de tension où règne l'insécurité ? Exemple : Mulhouse, où l'Etat et la municipalité conjuguent leurs efforts de prévention. Visite, à la suite de Pierre Joxe.



▲ *Pierre Joxe : "Le rôle de la police commence quand les autres structures de la société ont échoué".*

Mulhouse a plusieurs spécificités. D'abord, comme le note le maire Jean-Marie Bockel, "sa banlieue est dans la ville". Le quartier des Coteaux qui, avec 12.000 habitants rassemble un Mulhousien sur dix, est inséré en plein cœur de la ville nouvelle. C'est un grand ensemble urbain plutôt bien conçu architecturalement pour une construction datant des années 60. Il a une population particulièrement jeune : dans ce quartier, la majorité (52%) a moins de vingt ans. Il est enfin un carrefour de communication intense : dans l'agglomération mulhousienne on compte plus de 20.000 frontaliers, alors que la population étrangère, à majorité turque et maghrébine, a plus que doublé en moins de vingt-cinq ans, atteignant 22%. Des facteurs de tension existent, pas seulement entre communautés d'ailleurs, mais la délinquance se situe à un niveau moyen et, si l'on prend les deux dernières années, se trouve même globalement en baisse, particulièrement la petite délinquance. La politique dynamique de prévention et de dialogue instaurée par la nouvelle municipalité n'y est certainement pas pour rien. Le nouvel Institut des hautes études de sécurité intérieure a mené un de ses premiers "diagnostics de sécurité" sur Mulhouse (les autres enquêtes portant sur Les Mureaux et Rouen). La difficulté de toute politique en ce domaine est qu'il faut à la fois lutter contre la réalité de l'insécurité et le sentiment de la population qui sont loin d'être superposables. Pour 49% de la population, l'insécurité est liée à l'immigration alors que les risques technologiques sont réels : sept sites de l'agglomération sont classés "Seveso" (comportant des risques de pollution industrielle importants).

UNE REPONSE FORTE : L'ILOTAGE

Lors de sa visite à Mulhouse, le ministre de l'Intérieur a pu se rendre compte à quel point les demandes vis-à-vis de l'institution policière pouvaient être contradictoires. Au plus de police, plus de répression, réclamés par les commerçants, s'opposent les récriminations contre les contrôles policiers d'une partie de la jeunesse qui se plaint "qu'on ne lui fasse pas assez confiance". "Le rôle de la police commence quand les autres structures de la société ont échoué", analyse le ministre de l'Intérieur lors d'une réunion de travail à la mairie, après son passage au quartier des Coteaux. L'une des réponses fortes au sentiment d'insécurité pourrait être l'îlotage qui s'est mis en place à Mulhouse, comme dans d'autres villes de France. "Et qui répond à la volonté de rapprochement de la police et de la population. C'est un moyen d'œuvrer à la reconsidération du métier de policier, ajoute le ministre. La preuve en est que tous les policiers îlotiers sont des volontaires." Policier de proximité, l'îlôtier affirme par sa connaissance du terrain et des populations, une présence plus humaine de la police qui permet de désamorcer les petites tensions, de canaliser la petite délinquance. Sur les 415 quartiers difficiles qui font l'objet de l'attention de la Direction interministérielle à la ville, 319 bénéficient de l'îlotage dont 197 de façon permanente et 122 à temps partiel.

"Depuis un an, est entreprise aussi une réflexion globale sur l'accueil du public dans les commissariats, affirme le commissaire Duglery, sous-directeur de l'Action préventive et de la protection sociale à la direction centrale des Polices urbaines. Cette réforme passe par une meilleure écoute du public par des policiers mieux formés, des espaces de confidentialité et par une informatisation de la main courante (registre où sont consignées les doléances du public et qui rassemble toute une série de renseignements précieux de la vie quotidienne généralement mal exploités) qui permettra une meilleure prévention."

Il faut savoir que 65 à 70% des saisines de la police n'ont aucun caractère pénal. La police est la première interpellée par des gens qui ne savent pas où ni comment résoudre leurs difficultés sociales, familiales, de relation et de voisinage. Quel autre service fonctionne à toute heure du jour et de la nuit ?

On comprend pourquoi l'action de la police ne peut être dissociée des autres services de l'Etat, de celui des collectivités locales, et de toutes les autres parties prenantes de la vie des quartiers. Qu'un seul maillon manque, que la police ou d'autres interlocuteurs soient insuffisamment présents et tout incident peut prendre des proportions imprévisibles comme à Vaulx-en-Velin. Peu de cités peuvent se prévaloir d'être complétement à l'abri de cette rupture du lien social. Le maire de Mulhouse se disait "attentif" aux tensions perceptibles dans le quartier des Coteaux. Du moins, à travers l'action des services municipaux en matière d'intégration, notamment, et les actions entreprises par le comité départemental du Haut-Rhin et son comité local de prévention de la délinquance, Mulhouse se signale, selon l'expression de Pierre Joxe par "sa façon chaleureuse de ne pas baisser les bras".

Bernard Chaouat

PORTRAIT

Zahia et le Paris populaire

Brune et frêle Zahia. 26 ans, beur d'origine algérienne, diplômée en lettres et en philosophie, elle vit dans un quartier populaire du treizième arrondissement de Paris. En fondant une amicale des locataires elle a choisi, malgré les barrières, d'affronter la différence.

Zahia est belle, belle par ses yeux bruns pleins de lumière, belle surtout de l'attention qu'elle porte aux autres, à ses voisins déconnectés, oubliés du reste du monde, encerclés par la modernité vorace, bureaux spacieux et immeubles résiden-

tiels. Zahia raconte avec passion ce monde iconoclaste, avec lequel, au départ, elle n'avait en commun qu'une adresse : "Dans les années 20, s'étendaient tout près vergers et bidonvilles qui attiraient toute la racaille de Paris. Les flics n'y allaient pas. Tous ces gens ont été relogés ici. Ils incarnent un Paris populaire, mélange des titis parisiens et des premiers migrants de l'intérieur." En 1987, après un incendie, elle fonde une amicale des locataires. Les HLM restaient sourdes, les assurances se renvoyaient la balle. Elle pénètre alors sur une autre planète. "J'avais un a priori contre des gens que j'assimilais à des beaufs, mais j'ai rencontré une pléiade de personnages hors du commun". La cour fait caisse de résonance. L'été, par les fenêtres ouvertes, on entend des bruits de bouteille et des phrases à la volée : "Sers à boire, sers à boire j'te dis" ou encore : "Eh Josette, mon bonhomme, il est pas chez toi ?". "Toute personne a une valeur et mérite le respect. J'ai découvert chez eux une richesse ignorée. Parce qu'ils sont exclus, ils sont capables d'actes de solidarité surprenants. Ils ne sont pas intégrés à notre époque, ne comprennent pas la société qui les entoure. Parfois, ils partent dans des discussions insensées où il n'y a plus d'arguments, seulement de l'affectif, alors je baisse les bras. Ces jours-là, je rentre démoralisée." Des cas de conscience, Zahia en a connus : devait-elle cesser d'acheter la baguette de pain de sa voisine parce qu'elle votait Le Pen ? "La meilleure façon de faire en sorte que l'on ait peut-être une autre vision des Arabes est de vivre avec eux... Je n'ai pas de nostalgie pour le folklore, mais je crois profondément à l'importance du mélange, au tissu social."



"Je crois profondément à l'importance du mélange, au tissu social". ▲

HUMAINE, TOUT SIMPLEMENT

Cette culture populaire parisienne risque de disparaître. Avec les opérations de réhabilitation, les loyers triplent et les habitants sont remplacés par des employés. On ne sait s'ils rejoignent les banlieues, les foyers, s'ils se transforment en sans-domicile-fixe, mais ils s'en vont.
En toute saison, une table est dressée dans la cour pour les réunions. Ils viennent parler, parce que toute leur vie s'agrippe à cet îlot d'immeubles. Zahia liste les questions : fissures dans les murs, déjections de pigeons, et remplit le cahier du mieux-vivre, fourni par la CNL (Confédération nationale du logement). Suivent les courriers, les pétitions. L'association vivote, elle cesse de fonctionner quand son animatrice est peu disponible. Zahia a cependant connu quelques belles victoires, des expulsions ont été évitées. "Le but essentiel de l'amicale est d'informer les gens de leurs droits. Qu'ils sachent, lorsque la chaudière ne marche pas, qui doit réparer, qui doit payer." L'association n'a pas de budget, c'est la débrouille : "Tu ne peux pas demander du fric à des gens qui vivent avec rien. 3.000 F par mois, une retraite minable, ils comptent leurs sous et dînent d'un café au lait." Zahia refuse pour autant de jouer les assistantes sociales. Elle est une locataire, elle aussi menacée d'expulsion. Expliquer, convaincre, redonner confiance. "Les gens ont tellement peur qu'ils sont archi-légalistes. Les HLM, c'est papa, il ne faut surtout pas désobéir. Marginaux, ils sont sans cesse culpabilisés, infériorisés, ils se sentent coupables et acceptent l'autorité qu'on leur oppose. Il n'y a pas d'esprit de révolte."
Zahia rit, non sans amertume, évoquant la visite d'élus, incapables de communiquer : "Parler un langage compréhensible par tous est le b a ba de la démocratie, c'est leur concéder le minimum de dignité." Est-ce de la peur ou du mépris ? "Ces gens-là sont déroutants, ils vont se montrer généreux puis dire quelque chose d'ahurissant. Ils n'intéressent personne, ce ne sont pas eux qui feront bouger les choses."
Belle, Zahia ? Humaine, tout simplement.

Maryline Trassard

BREF... EN BREF... EN

■ **Les résultats du recensement de la population de 1990 se précisent : cinq nouveaux départements comptent plus du million d'habitants : l'Isère, la Loire-Atlantique, la Seine-et-Marne, l'Essonne et le Val-d'Oise (onze départements dépassaient le million d'habitants avant 1990). La Seine-et-Marne, avec une augmentation de 21,54%, est le département dont la population a connu la plus forte croissance. En revanche, la population diminue dans 22 départements : Creuse (6,61%), mais aussi dans l'Allier (3,21%), la Haute-Marne (3,13%), l'Aveyron (3,05%).**

■ Comment faire pour que l'accroissement et la prolifération continue des réseaux, des systèmes, des médias et des machines puissent concourir à une meilleure relation entre les hommes ? Le Conseil économique et social répond dans un rapport sur "les phénomènes de communication et la participation à la vie locale". Il insiste sur la responsabilité des partenaires concernés : à l'Etat de fixer et faire respecter les règles du jeu ; à l'école de prendre en charge l'apprentissage des technologies nouvelles, aux élus de créer les lieux où peut s'exercer l'usage de ces technologies, aux associations de jouer leur rôle d'animateur par une politique de soutien et de formation. Michel Castagnet, rapporteur, fait également quelques propositions : une application plus rigoureuse des réglementations, une incitation plus organisée des initiatives locales, la mise en place d'une commission et d'un institut de la communication locale et la multiplication des échanges d'expériences avec l'étranger.

■ **La France : des paysages, des hommes et leurs productions. Un "Atlas de la France verte" avec textes, cartes, graphiques et photos, propose un voyage didactique dans un territoire riche et complexe, que l'on dit menacé. Un état des lieux et des questions : comment être rural aujourd'hui ? Comment maîtriser l'espace, répondre aux défis écologiques et européens ?**
Ed. Jean-Pierre de Monza, 24 p., 295 F.

■ Dans quelques jours, Alain Brune, député du Jura, présentera aux ministères de l'Industrie et de l'Environnement et au secrétariat à la Consommation ses propositions sur le futur label vert français, dont l'AFNOR (Association française de normalisation) sera le maître d'œuvre technique. Le comité national technique, composé d'industriels, d'écologistes, d'associations travaillant sur la question depuis six mois, a réussi à se mettre d'accord sur l'essentiel. Seule, la forme du logo du futur label serait encore en suspens. Contrairement à "l'ange bleu" allemand, le label français sera multi-critères, écologique de la fabrication à la destruction. Les premiers produits labellisés pourraient être disponibles avant l'été. Au premier rang : les piles et les accumulateurs.

■ **Une très prochaine circulaire interministérielle obligera les communes de plus de 5.000 habitants à aménager des terrains d'accueil "décents" pour "les gens du voyage", selon les recommandations de Hubert Prévot, secrétaire général à l'Intégration.**

■ En vue de la mise en place du permis de conduire à points, d'ici à 1992, six départements (Calvados, Cher, Haut-Rhin, Pyrénées-Atlantiques, Tarn, Essonne) ont été choisis pour tester des stages de recyclage, destinés aux conducteurs ayant commis des excès de vitesse ou ayant révélé une alcoolémie positive.

■ **Grâce à une réforme du Code des communes, tous les maires ont désormais un pouvoir identique pour intervenir en matière de bruits de voisinage. Jusqu'à présent, seuls les maires des communes à police non étatisée (moins de 10.000 habitants) pouvaient agir efficacement par des actions préventives dans la lutte contre les nuisances sonores.**

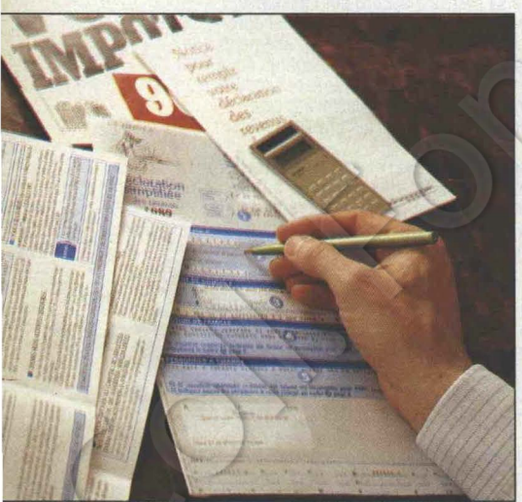
■ Du 3 au 10 mars 1991, pendant la Semaine internationale de l'agriculture, de l'environnement et de l'espace rural, aura lieu au Parc des Expositions de la porte de Versailles, le premier salon européen de l'environnement et de la qualité de la vie, "Envirexpo".
Contact : 43.44.35.97.

l'impôt : 1- au rythme de la famille

Il va bientôt falloir remplir une nouvelle fois nos déclarations annuelles de revenu. Tous les changements dans le foyer doivent y apparaître. Certaines situations sont plus complexes que d'autres.

La situation de famille doit être très précisément prise en compte. Mais plusieurs situations peuvent se présenter et certaines d'entre elles laissent au contribuable une possibilité de choix.

• **En cas de mariage au cours de l'année 1990**, les époux font, d'une part, une déclaration personnelle pour la période allant dudu 1.1.1990 à la date du mariage (quotient familial : 1 part s'il n'y a pas d'enfant) et, d'autre part, une déclaration commune au nom de M. et Mme pour la période allant de la date du mariage au 31.12.1990 (quotient familial : 2 parts, s'il n'y a pas d'enfant).



• **Dans le cas d'un divorce ou d'une séparation de corps**, les époux font, d'une part, une déclaration commune pour la période d'avant le divorce ou la séparation et, d'autre part, une déclaration personnelle au nom de chacun pour la période d'après le divorce. Chacun mentionne les personnes qu'il a éventuellement à sa charge.

• **Il existe d'autres cas d'imposition séparée des époux** :
- ils sont séparés de biens et ne vivent pas sous le même toit ;
- en instance de séparation de corps ou de divorce, ils ont été autorisés à avoir des résidences séparées ;
- l'un ou l'autre des époux a quitté le domicile conjugal et chacun d'eux dispose de revenus distincts.

• **En cas de vie commune sans mariage**, chacun des concubins est, au regard de la loi, un célibataire. Chacun souscrit donc une déclaration séparée avec ses propres revenus. Si le couple a un enfant, c'est l'un ou l'autre qui le prend à sa charge dans son quotient familial et il est imposé comme un célibataire avec un enfant à charge.

• **Lors du décès de l'époux ou de l'épouse**, il faut faire une déclaration pour les revenus perçus par le foyer pour la période allant du 1.1.1990 à la date du décès et une déclaration pour les revenus perçus par la veuve ou le veuf depuis la date du décès jusqu'au 31.12.1990, pour ses revenus propres comme pour ceux des personnes considérées à sa charge.

ENFANTS À CHARGE

• **Enfants célibataires.** Vous pouvez compter à charge vos enfants célibataires (ou ceux de votre conjoint) qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs, ou recueillis. Ils doivent avoir moins de 18 ans, sauf s'ils sont infirmes.

• **Enfants majeurs ou mariés.** Ils peuvent être rattachés à votre foyer
- s'ils ont moins de 21 ans,
- s'ils ont moins de 25 ans et poursuivent des études
- quel que soit leur âge s'ils accomplissent leur service militaire.

• **Enfants célibataires, majeurs ou mariés dépourvus de ressources.** Vous pouvez renoncer au rattachement et déduire une pension alimentaire. On peut déduire sur justificatifs 21.450 F par enfant. Si celui-ci est marié, la pension déductible est portée à 42.900 F. Il est impossible de cumuler la déduction d'une pension alimentaire versée à un enfant majeur et la prise en charge de celui-ci sur la déclaration de revenus de ses parents.

• **Enfants de moins de 18 ans au 1.1.1990 mais ayant atteint cet âge en cours d'année.** Ils peuvent être comptés à charge en qualité d'enfants mineurs. Ils déclarent uniquement les revenus qu'ils ont perçus depuis la date de leur majorité jusqu'au 31 décembre.

• **Autres personnes à charge.** Vous pouvez également compter à charge toute personne (autre que votre conjoint et vos enfants) à condition qu'elle soit titulaire de la carte d'invalidité et qu'elle vive sous le même toit que vous. Aucune condition de parenté, d'âge ni de revenu n'est exigée.

• **Ascendants et personnes âgées.** Les contribuables ayant recueilli un ascendant direct ou une personne âgée de plus de 75 ans peuvent déduire, sans justificatif, la somme forfaitaire de 15.730 F par an. Autre possibilité : les ascendants non hébergés peuvent demander une pension alimentaire à leurs enfants ; celle-ci est déductible pour son montant réel et doit être déclarée par le bénéficiaire.

•

Enfin, rappelez-vous que vous avez toujours intérêt à faire une déclaration de revenus même si vous n'êtes pas imposable, l'avis de non-imposition étant parfois bien utile.

Chrystie Lipani

LA SEMAINE PROCHAINE :
2 - côté profession

... EN BREF...

■ **Pour en savoir plus sur l'imposition de 1990, vous trouverez dans les kiosques ou après des centrales syndicales : "Spécial impôt 91" de "CFDT Magazine", le spécial "Vie Ouvrière" "Vos impôts 91" et "L'Hebdo Force Ouvrière spécial impôts. Notez aussi le numéro FO "SOS impôts" : (1) 45.39.22.52 ou 36-15 code FO, à partir du 21 janvier et le répondeur minitel CGT : 36-15 code EDIFI.**

■ Pour payer vos impôts, vous avez opté pour la mensualisation, votre revenu a baissé pour différentes causes : chômage, séparation... et vous vous voyez encore réclamer des mensualités importantes (les prélèvements mensuels sont calculés sur l'impôt de l'année précédente). Au lieu d'attendre la fin de l'année pour que l'excédent vous soit remboursé si vous avez trop payé, il est préférable de calculer votre impôt au moment de la déclaration et de demander la diminution de la mensualité. Vous pouvez faire cette demande avant le 10 de chaque mois en précisant bien le changement de situation qui justifie cette démarche. Vous pouvez aussi demander à sortir de la mensualisation.

■ **Boutique PS : chaussettes, pendulettes, agendas ou bien encore briquets, etc., la "Boutique de Solferino" propose, au siège du Parti et par correspondance, une série de gadgets mais aussi des articles de bureau, des livres politiques... Des objets pour diffuser le logo du poing et la rose et d'autres qui peuvent être de véritables petits cadeaux.**

■ Par décret du 9.8.1990, JO du 14, la mensualisation de la taxe d'habitation a été étendue à de nombreux départements ; cependant, elle reste une possibilité et non une obligation. Cette mensualisation n'offre aucun avantage financier, seulement une tranquillité.

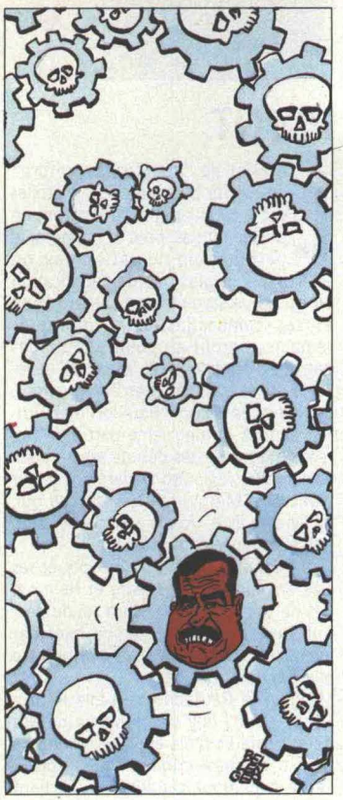
■ **Le secrétariat d'Etat à la Consommation prépare pour le mois de juin à La Villette une grande réunion européenne sur l'information du consommateur. A l'heure actuelle, de nombreuses sociétés abusent de la crédulité et de la faiblesse des clients. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, a décidé de partir en campagne contre ces sociétés.**

Planning familial : deux objectifs

"Il faut une législation qui pense à tout, qui proclame bien le droit des femmes à la maîtrise de la fécondité", telle fut une des réflexions fortes qui émergea lors du colloque européen sur le droit des femmes, organisé les 12 et 13 janvier à Paris par le Mouvement français pour le planning familial. Cette rencontre connut un vif succès et permit, entre autres, de consolider les solidarités entre les femmes de différents pays. Pendant l'année 1990, les opposants à l'avortement ont mené des actions assez violentes comme, par exemple, les attaques des centres d'interruption volontaire de grossesse. Claude Evin, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité, dans un message adressé aux organisatrices, rappela qu'il avait exigé qu'une grande fermeté soit opposée aux adversaires de l'avortement. Pour Michèle André, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, présente à ce colloque, "les questions liées aux femmes font irruption sur la scène internationale et prennent une position politique. L'évolution préoccupante de certains pays vers un intégrisme violent pose le problème de la place des femmes".
Elle mit l'accent sur deux objectifs : promouvoir la contraception et harmoniser la législation sur l'IVG pour ne pas provoquer de graves conflits en 1993, date de la libre circulation en Europe.

C.L.

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

6-10 janvier

Retour au Chili près de vingt ans après. Pourquoi cacher l'émotion que je ressens en retrouvant les avenues encombrées de Santiago, le palais de la Moneda où mourut Salvador Allende, les amis socialistes chiliens, rentrés de leur long exil, qui m'accueillent chaleureusement ? En quelques heures, je rencontre tous les dirigeants du parti qui vient de faire son congrès d'Epinay en rassemblant tous les courants et en intégrant, comme nous le fîmes, des groupes venus de la gauche chrétienne. Jorge Arrate, président pour un an ; Ricardo Nunez, qui lui succèdera ; Camillo Escalona, "l'orthodoxe" ; Isabel Allende, également vice-présidente ; Manuel Almeyda, frère de l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'Unité populaire, ont, certes, des nuances entre eux. Mais ils sont tous autour de la table du déjeuner que le président de la Chambre des députés, José-Antonio Viera-Gallo a organisé en mon honneur à Valparaiso où siège le Parlement. Ce jour-là comme les suivants toutes les conversations tournent autour de ce qu'on appelle ici le "processus de transition démocratique". Autour du président de la République, Patricio Aylwin, dont la popularité personnelle ne s'est pas démentie depuis son élection -un récent sondage le crédite de 80% d'opinions favorables- la "concertation", c'est-à-dire essentiellement la collaboration au gouvernement de dix ministres démocrates-chrétiens et de six socialistes (dont Ricardo Lagos à l'Education) fonctionne correctement. Mais les obstacles sont lourds. Minoritaire, l'opposition de droite dispose d'assez de voix à la Chambre, et surtout au Sénat, pour bloquer ou retarder les nécessaires réformes institutionnelles. En outre, le général Pinochet, toujours commandant en chef, entretient la tension, non pas dans l'espoir d'un retour politique, qu'il sait impossible, mais pour empêcher que toute la vérité n'éclate d'une part sur les tortures et les exécutions qu'il a ordonnées pendant seize ans, d'autre part sur la corruption et les trafics financiers où sont impliqués des membres de sa famille et plusieurs officiers généraux désormais passibles des tribunaux.

Si les inégalités criantes entre la bourgeoisie des beaux quartiers et les centaines de milliers de déshérités des "poblaciones" de la périphérie de Santiago ou de Valparaiso se sont encore accrues sous la dictature, l'économie nationale, en revanche, ne se porte pas mal. L'inflation a été réduite, les exportations progressent et les investissements étrangers ont battu tous les records en 1990. Dans un continent sud-américain en voie de décomposition, le Chili devient un pôle d'attraction : il n'est que de voir le flot incessant des Argentins qui viennent faire leurs courses à Santiago ou passer leurs vacances sur les plages de Vina del Mar.

De sérieux atouts donc, mais tout est encore fragile. D'où cette prière que m'a lancée Hortensia Bussi-Allende après un long échange de souvenirs : "Nous avons encore besoin de vous. Ne nous oubliez pas !"

13 janvier

France-Inter, qui m'interroge sur les événements de Lituanie, me présente comme un supporter déçu de Gorbatchev. Je ne suis certainement pas le seul. Quelle que soit sa complexité juridique, il est inadmissible que la question des Etats baltes soit réglée par la force. Que resterait-il du capital de sympathie que le président soviétique s'est acquis dans le monde entier s'il devait, en fin de compte, chausser les bottes de Brejnev ?

14 janvier

En quittant l'Elysée après une heure d'entretien avec François Mitterrand, Javier Perez de Cuellar indique qu'il n'a fait aucun progrès à Bagdad. Au même moment, Saddam Hussein fait dire par son "parlement" qu'il n'y aura aucune concession sur le Koweït. A quelques heures de l'échéance, rien n'a bougé. Y-a-t-il encore une voie pour empêcher la guerre ?

VIRGIL TANASE

Le laps de temps de Tadeus Kantor

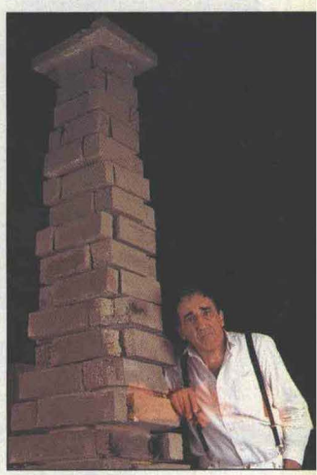
Aucune occasion, fût-elle celle, indécente, de sa mort, ne doit être perdue pour parler de Tadeus Kantor.

A une époque où l'art en général, et plus particulièrement le théâtre, engagés dans la promotion sociale, voulaient se rapprocher du réel jusqu'à s'y confondre, il proclamait : "L'art est une réponse à la réalité..., il est création d'une réalité libre, autonome, capable de remporter une victoire morale sur l'autre."

Les éditions Actes Sud-Papiers sortent deux livres : l'un, signé par Tadeus Kantor , "Leçons de Milan" (1) ; l'autre, qui lui est dédié, "Kantor, l'artiste à la fin du XXe siècle" (2). Ils viennent s'ajouter à l'ouvrage désormais classique et fondamental : "Le Théâtre de la mort" (3), publié il y a une bonne douzaine d'années par l'Age d'homme, toujours disponible. Le lecteur, qui connaît ou non les éblouissants spectacles de Kantor, surtout "La Classe morte", mais aussi "Wielopole", "Je ne reviendrai jamais" ou encore "Qu'ils crèvent les artistes", découvrira au fil des pages une pensée artistique faisant de l'homme le partenaire du Créateur : l'objet artistique est une présence au monde "autonome, indépendante, création située sur le même plan hiérarchique que la nature ou Dieu. Œuvre humaine, et non œuvre de la nature ou œuvre divine." Il s'agit de retrouver une dignité que Kantor qualifie volontiers de "morale", de redresser l'homme déchu, avili par une civilisation de la vulgarité et du matérialisme plat : "Aujourd'hui, clame-t-il, dans cette société de consommation universelle en dégénérescence... il faut sans cesse compromettre et démasquer ce misérable petit matérialisme, cette officialité ridicule, ce style de vie minaudant le "high-life", par la raillerie, l'ironie, la provocation, la mystification du cirque de notre époque, apocalyptique..."

Le raisonnement théâtral de Tadeus Kantor tient de l'évidence : la vie est un état fluide, elle est essentiellement passage, écoulement vers une mort dont nous ne sommes séparés que par le détail d'un laps de temps fragile. Nous menons, pourtant, notre vie, comme si nous étions promis à l'éternité (cet aveuglement est, selon un soufi, la plus grande merveille du monde !). Le théâtre, lieu privilégié de révélations fondamentales, met face à face un public de gens vivant au jour le jour leur fantasmatique immortalité et, sur le plateau, des comédiens qui font apparaître, en transparence, la mort inscrite en nous. Echappant à la condition commune, le comédien de Kantor retrouve une zone de "préexistence" (un "arrière-être", dit l'autre immense homme de théâtre polonais, Jerzy Grotowski) où la substance du monde est encore en fusion, prête à se laisser prendre dans les moules d'un monde nouveau, différent, fabriqué de toutes pièces par l'homme, par l'artiste, au nom d'une morale, une morale qui n'est qu'un accident dans le monde vrai, imaginé par Dieu. Métaphysique par vocation et carnavalesque par provocation, le théâtre de Kantor noue deux formes fondamentales que l'on retrouve dans toute leur pureté dans "la Journée japonaise" : "L'intérêt du "Théâtre de la mort", note Georges Banu dans le recueil publié chez Actes Sud-Papiers, vient du fait qu'il retrouve la structure du nô en s'appuyant sur la matière du kyôgen..., il est synthèse de deux formes complémentaires : le haut et le bas, le rêve et l'ébriété."

Il en découle toute une esthétique qui proclame l'autonomie du théâtre où coexistent les éléments les plus disparates de l'existence, réunis par des logiques provisoires, partielles, nées incidemment du hasard, expressions accidentellement significatrices d'une "spontanéité gratuite". Cela permet aux choses du monde, d'être, tout simplement, lançant un continuel défi au monde ordinaire, qui ressent le spectacle comme une insupportable violence. D'où un dernier avertissement de Kantor : "Je prévois que, dans cette époque du "printemps des peuples", de lutte pour la liberté politique et sociale qui s'annonce, cette notion de liberté essentielle exigée par l'art ne sera pas comprise, et peut-être même considérée comme inutile." Ce texte de Kantor date de 1989. Dans l'euphorie de notre nouvelle Europe, n'oublions pas que les artistes ont le triste privilège de flairer les démons lorsqu'il sont encore loin.



▲ *Tadeus Kantor*

(1) "Leçons de Milan", Actes Sud, 90 p., 80 F.
(2) "Kantor, l'artiste à la fin du XXe siècle", collectif, sous la direction de Georges Banu, Actes Sud, 175 p., 92 F.
(3) "Le Théâtre de la mort", L'Age d'homme, 290 p.

lumière de Chartres

C'était l'autre jour, à l'entrée du déambulatoire de la cathédrale de Chartres, côté droit. Ils étaient trois jeunes touristes japonais, là, immobiles, au pied du vitrail de Notre-Dame-de-la-Belle-Verrière. Ils ne le savaient pas, mais le fameux vitrail, après une longue et minutieuse restauration, avait été remis en place la veille. Dehors, le ciel d'Ile-de-France couleur d'hiver donnait dans une palette de gris contrastés et sans violence. Du même coup, à l'intérieur, dans tout l'immense édifice, la lumière était chichement donnée, propice au secret. Sauf devant cette fenêtre. Depuis huit siècles, des millions de pèlerins ou de visiteurs ont été saisis par l'irréalité du célèbre bleu, un bleu très pâle, qui illumine toute la verrière. Un bleu qui n'a plus de secret aujourd'hui, dont on a pu chimiquement donner la composition, mais que, pour autant, on n'a jamais su reproduire.

Nos trois visiteurs étaient donc devant cette Vierge à l'enfant, pour eux imprévisible, inclassable. Ils se trouvaient saisis, comme pétrifiés. Seuls leurs yeux conservèrent, tout ce temps-là, leur mobilité. L'éblouissement de la verrière fonctionnait à l'idéal.

Pendant de longs instants, leurs regards plongeaient pour s'y noyer dans l'image et son mystère...

"Voici la nudité, le reste est vêtement.
Voici le vêtement, tout le reste est parure.
Voici la pureté, tout le reste est souillure.
Voici la pauvreté, le reste est ornement."

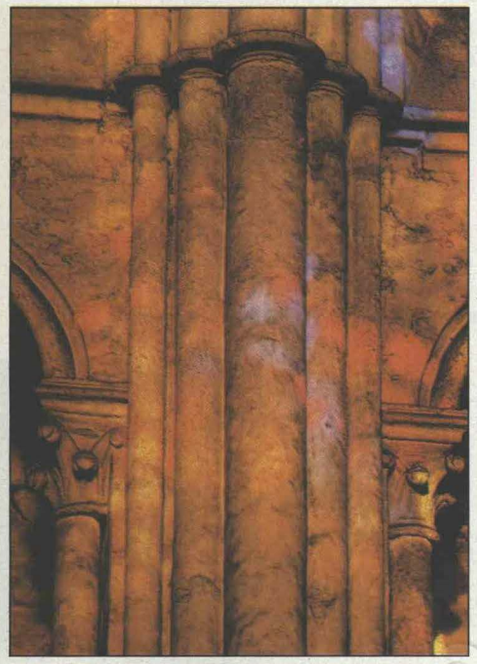
Leurs yeux ne se détournèrent du vitrail que pour s'interroger l'un l'autre. Ils exprimaient l'inattendu, l'incompréhensible, quelque chose de l'ordre de la révélation, le religieux en moins, bien entendu. Les deux jeunes filles restaient silencieusement à quémander une explication au garçon vers qui elles étaient tournées. Lui, pour trouver quelque repère, se tourna vers le haut du transept, mais son regard se perdit dans les parties élevées du croisillon sud, dans ces zones d'ombre où les profondeurs de la nef se fondent littéralement dans la nuit. Comme d'un air empêché, il se replaça à côté d'elles. Et tous trois revinrent à leur contemplation muette. Un long moment, un rayon de soleil les irradia de bleu et de rouge intense.

La cathédrale de Chartres possède 143 fenêtres et 3.500 mètres carrés de vitraux, réalisés du XIIe au XVIe siècles. Notre-Dame-de-la-Belle-Verrière, œuvre maîtresse, date du XIIe siècle. Elle a échappé à toutes les vicissitudes, à commencer par l'incendie de 1194 et vient donc d'être restaurée. Avec tout le soin et la compétence réunis au Centre international du vitrail de Chartres. 5.000 personnages sont représentés sur ces vitraux. 4.000 autres sont sculptés à l'intérieur ou à l'extérieur de la cathédrale. Il faut savoir que Chartres fait l'objet d'un important programme de restauration auquel treize millions de francs ont été consacrés depuis 1981.

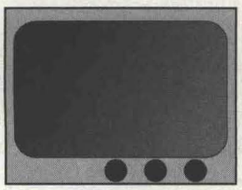
Les voûtes de Chartres s'élèvent à 37 mètres ; la nef mesure 130 m de long. Bien qu'elle soit une des plus imposantes, Chartres est la plus humaine de nos cathédrales. Tout autour du déambulatoire, précisément, les dalles, mal nivelées, usées, imprégnées, parlent à qui veut prêter l'oreille. Ceux qui n'ont pas la foi y entendront le murmure de huit siècles, de l'âpre histoire d'un peuple, génération après génération. Les autres se tourneront vers Chartres, portés par le lyrisme de Péguy.

"Voici le lourd pilier et la montante voûte ;
Et l'oubli pour hier, et l'oubli pour demain ;
Et l'inutilité de tout calcul humain ;
Et plus que le péché, la sagesse en déroute."

J.G.



Tiré de "Lumières de Chartres", Ed. Lattès.



TV

PIVOT

Le Pivot de "Bouillon de culture" ne mérite pas encore trois étoiles car le cuisinier et ses marmitons ne possèdent pas, pour le moment, le parfait coup de patte, mais on sent mieux et plus que de l'application ou du banal savoir-faire : Bernard Pivot et ses camarades, dans quelques semaines, seront au point. N'oublions pas que "Apostrophes", avant de devenir le grand tribunal, chercha, un temps, ses marques. Donc, "Bouillon de culture", samedi en deuxième partie de soirée, s'était pour ses débuts assuré deux valeurs sûres : Gérard Depardieu, acteur vigneron ; Marguerite Gentzbittel qui, de livre en livre, donne au lycée Fénelon une renommée extraordinaire.

Depardieu fut parfait pour évoquer ses vins, ses films, Shakespeare et Henry V. Pas de cabotinage, mais un solide produit du terroir (on l'imagine bavarder avec Henri Vincenot sous la houlette pivotienne).

Marguerite Gentzbittel est-elle le proviseur idéal ? Elle sait débattre devant deux profs et trois élèves, évitant de béer d'admiration devant ses propos. Le reste manquait, peut-être, de liant avec un ton parisiano-parisien. Nous savons, simplement, que Bernard Pivot est sur la bonne voie. Elève doué, il sera bientôt le rendez-vous nécessaire de la fin de la semaine, surtout si les maîtres d'A2 modifient son horaire.

Au rayon reportages documentaires, deux réussites.

La première (A2 dans "Envoyé spécial), "Lettres de loin", documentaire d'Alexandre Valenti, coproduction franco-soviétique, sur des lettres expédiées pas des troufions russes à leurs parents pendant la guerre d'Afghanistan. Pas de pathos, de roucoulades, de morale, mais des faits simples, des images d'embuscades, des blessures, des cercueils. Les pauvres vieux mots usés pour dire/redire la tendresse, l'attente, la passion, l'affection, l'espoir de revoir la terre natale, le foyer, les parents, la fiancée, la femme, les gamins. "Lettres de loin" plonge dans un lointain présent...

La seconde, "Gosses de Rio" (Canal+, de Thierry Michel), montre avec de terribles images ces enfants de Rio qui, pour ne pas crever de faim, tentent d'arracher on ne sait quoi d'une décharge, respirent la colle pour oublier, se bagarrent avec les flics. Un univers radicalement différent de celui des voyages bonheurs proposés aux touristes gavés. Les mômes de Rio, comme beaucoup d'autres, nous interpellent.

La série Charlie Chaplin (A2) se poursuit avec "Le Cirque". Un chef-d'œuvre ? Toujours facile d'utiliser ce terme pour Charlot, mais il n'est pas galvaudé pour cette histoire d'amour, d'incompréhension entre les êtres ; pour ces moments de bravoure qui font croire dans l'éternité du génie secondé par une distribution de rêve. La perfection en muet existe. Nous l'avons rencontrée.

Pierre Ysmal

CINEMA

Quand le cinéma chinois s'éveille

"Ju Dou" est le deuxième film de Zhang Yi Mou, un des meilleurs représentants de la nouvelle vague du cinéma chinois, née après la Révolution culturelle. Tiré d'un roman très célèbre en Chine, le scénario illustre la révolte de l'individu contre la morale traditionnelle.

Dans les années 20, la jeune paysanne Ju Dou, interprétée par la très belle Gong Li, est achetée par le propriétaire d'une teinturerie qui souhaite avoir un garçon. L'homme est vieux, impuissant et violent avec sa femme, mais il a un neveu. La teinturerie se prête à un somptueux traitement de la lumière et de la couleur, le bassin rouge où plongent les tissus symbolisant la fatalité d'un destin tragique.

Une histoire d'amour et de mort, réaliste et lyrique à la fois. Zhang Yi Mou maîtrise parfaitement la caméra et la direction d'acteurs, tout comme dans son premier film "Le Sorgho rouge", tourné en 1987.

"Cité des douleurs", du grand réalisateur chinois de Taiwan, Hou Hsiaou Hsien, est la réussite d'un ambitieux projet : à travers la vie d'une famille, conter l'histoire mouvementée et mal connue du peuple de Taiwan, tour à tour dominé par les japonais jusqu'en 1945, puis par la Chine nationaliste de Tchang Kaï-Chek. Malgré son Lion d'or au festival de Venise 1989, il n'a eu droit qu'à une sortie confidentielle dans deux salles à Paris.

"Le travail dépend de l'homme, mais le succès dépend du ciel". Proverbe chinois.

Claude Polak



Ju Dou : la révolte contre la morale traditionnelle

y a-t-il une musique française ?

Les autres grands pays -pas tous, il est vrai- ont une image musicale forte et nette. Mais la France ?

Même si le schéma est exagérément réducteur, on peut trouver une identité entre musique russe et sentiment populaire, musique italienne et lyrique, musique allemande ou autrichienne et -au choix- baroque et romantique. D'autres pays, même musicalement moins importants, ont leur école bien identifiée, généralement inspirée par le fonds folklorique national (pays scandinaves, Europe centrale, Espagne...). Mais la France ?

La question a si souvent été posée que la réponse est tôt venue : les Français ne sont pas musiciens. A preuve, ajoute-t-on : ils n'ont pas de grands compositeurs, leurs grands interprètes rencontrent plus souvent le succès hors de chez eux qu'à domicile et, à titre individuel, ils ne pratiquent pour ainsi dire pas la musique. Bref, la musique ne serait pas chez elle en France !

Il est sans doute exact que la musique de France n'est pas la même que la musique d'ailleurs. Et qu'elle reflète naturellement les caractéristiques, la sensibilité françaises. Ainsi, le compositeur français ne s'est jamais senti à l'aise dans les formes fixes. Il serait inimaginable d'en trouver un seul qui aurait écrit cent quatre symphonies comme Haydn ou seize quatuors comme Beethoven ou vingt-sept concertos pour le piano comme Mozart ou cinq-cent-cinquante sonates comme Scarlatti. Pour l'artiste français, la forme doit se plier à la pensée et être recréée à chaque fois : poèmes symphoniques, préludes, récitatifs, mélodies, sonates libres. En résulte une musique travaillée et subtile, inventive et, surtout, toujours différente d'elle-même. Donc, une musique qui échappe à tout système. Même s'il y a, bien sûr, des exceptions. La preuve en est que des cycles de musique française sont rarement proposés par les organisateurs de concerts. Alors qu'on ne compte plus les intégrales en quatre jours des symphonies de Beethoven, ou de Brahms en deux soirées.

Il faut donc en féliciter davantage Stéphane Lissner de lancer au Châtelet *, qui est décidément le haut lieu musical français, cette entreprise sans précédent, intitulée "La Musique française de Berlioz à Debussy". Au total : vingt-et-un concerts échelonnés jusqu'à la fin juin, auxquels s'ajoutent deux opéras ("Les Contes d'Hoffmann", du 15 au 28 mars, et "Ariane et Barbe-Bleue", du 22 au 30 avril), et quatre opéras donnés en version de concert ("Béatrice et Benedict", "Samson et Dalila", "Werther" et "L'Africain"). Départ sur les chapeaux de roue, ce soir 18 janvier, avec l'Orchestre de Paris, dirigé par Pierre Boulez et Felicity Lott (Ravel, Debussy). Puis, un récital Vlado Perlemuter (Faivre, Ravel), le 23 et une série d'affiches de premier plan.

De Berlioz à Debussy, un des âges d'or de la musique française, marqué par la clarté, la sensualité et le raffinement.

** Théâtre du Châtelet. Rens. : 40 28 28 40*

BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ **Deep Purple en France (nouveau chanteur vedette : Ian Gillan), en février : le 8 à Lyon (halle Tony-Garnier), le 9 à Marseille (palais des Sports), le 10 à Toulouse (palais des Sports), le 12 à Metz (Galaxy) et le 26 à Paris (Bercy).**

■ Cinderella, la valeur montante du rock-hard américain, à Paris (La Cigale), le 11 février.

■ **Luis Llach à Paris. Le plus populaire des chanteurs catalans donnera trois concerts au profit d'Amnesty International. Les 5, 7 et 8 février, à l'Opéra Comique. Tél : 42 86 88 83.**

■ Le cirque Pinder/Jean Richard fait escale à Tours (Parc des expositions) jusqu'au 3 février. Ensuite : Poitiers, Montpellier, Marseille, Nice, etc.

■ **Magma réédité. L'intégrale de la discographie du groupe de Christian Vander, qui a eu une influence déterminante sur le jazz-rock français (Didier Lockwood, Jannick Top) est désormais disponible en CD (Seventh Records).**

■ Ventes records pour 1990. Trois disques de diamant (plus d'un million d'exemplaires vendus) : Francis Cabrel, "Sarbacane" ; Patricia Kaas, "Mademoiselle chante" ; Dire Straits, "Brothers in arms".

■ **La "Fureur de lire" 1991 (les 19 et 20 octobre) sera consacrée à la poésie, avec l'édition d'une anthologie allant de Chrétien de Troyes à Léopold Sedar Senghor.**

■ Courts-métrages à Clermont-Ferrand. 200 films venus de 50 pays seront présentés au 13e festival du court-métrage du 1er au 9 février.

■ **Jeanne Calment, la doyenne des Français (115 ans) a obtenu son premier rôle dans "Vincent et moi", un film sur Van Gogh. Sortie le 13 février. Jeanne Calment enfant a connu le peintre à Arles.**



Comment, vous ne l'avez pas encore !
***Une seule solution* : abonnez-vous !**

C . L . U . B
Vendredi

Vous organisez des spectacles ? des séjours ou excursions ? vous offrez des services originaux ? vous avez les meilleurs produits du terroir ?
Faites-vous connaître (45.56.78.57)

Abonnez-vous les !

Spécial militants

Pour deux abonnements vendus, "Vendredi" maintient l'ancien tarif d'abonnement (200 F) et vous offre " Dessins inspirés par l'actualité" ainsi qu'un "pin's"

N° de section |_|_|_|_|_| N°d'adhérent |_|_|_|_|_|_|
Mon nom.....
Adresse.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville.....
Je prends note que je recevrai en cadeau "Dessins inspirés par l'actualité" et le pin's "Vendredi"

Veuillez envoyer " Vendredi" de ma part à :

- 1 -
Nom.....
Adresse.....
.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....

- 2 -
Nom.....
Adresse.....
.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
accompagné du montant des deux abonnements vendus soit 400 F

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....Adresse.....
.....Code postal.....Ville.....

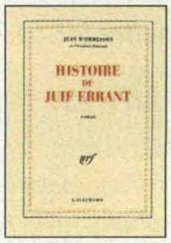
☐ *1 -* *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F** *(étranger : DOM-TOM - CEE : **400 F** - autres pays : **600 F**)*
☐ *2 -* *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **300 F**
☐ *3 -* *Je m'abonne à "Vendredi" et commande "Le Feu et l'eau" : **350 F**
☐ *4 -* *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **400 F**
☐ *5 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
☐ *6 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement "Le Feu et l'eau" : **130 F**
☐ *7 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir "Le Feu et l'eau" et "Dessins inspirés par l'actualité" : **200 F**
☐ *8 -* **Je ne suis pas abonné :** j'ajoute **20 F** de frais de port par ouvrage commandé

Soit au total.....F
Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal
Date *Signature*

***Je prends note que je recevrai en cadeau le pin's "Vendredi"**

post-scriptum

JEAN D'ORMESSON :
"Histoire du Juif errant"



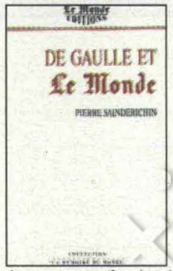
Sans talent, Jean d'Ormesson s'appellerait Jacques Chancel. Et il ne mériterait ni l'habit vert ni la collection blanche. Seulement voilà, de talent, il déborde et recouvre à chaque fois toute l'adhésion de son lecteur. Malgré quoi, un jour, l'académicien constata qu'il était en panne. Ou plutôt que l'immortel, le romancier coinçait. Impossible pour lui d'entrer une nouvelle fois dans la convention du roman. L'homme lui devenait insupportable et la description de ses passions sans le moindre intérêt. Alors, l'écrivain rêva de tout changer ; de mettre dans une autre totalité ce qu'il raconterait. Des livres qui diraient l'univers, le monde autour de nous, toute la vie profonde. Le minuscule et l'immense. Le temps, rien que le temps.
D'où -idéal atteint ?- ce livre-collage. Une diagonale sur le temps et la vie, l'univers et ses lois, la marche de l'âme du monde. Le truchement s'appelle Simon. Mais il a aussi dix autres identités à dix époques différentes. C'est le Juif errant. Il incarne l'existence des hommes. Des vies successives, différentes et identiques. Un kaléidoscope érudit et coloré. Nous sommes tous des Juifs errants, immortels.
Gallimard, 600 p., 145 F.

ANDRÉ SINIAVSKI :
"Ivan le Simple"



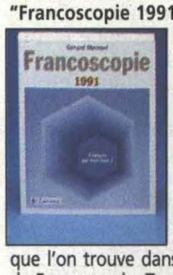
Vingt ans bientôt qu'André Siniavski s'est installé à Paris. A la Sorbonne, il consacre son enseignement à l'étude de la foi populaire russe. Le plus ancien, le plus authentique et le plus populaire des creusets de l'identité russe. Immense domaine, connu par bribes seulement en Occident. Un lieu de résistance que des siècles de persécution n'ont pu étouffer et un lieu de liberté : on l'a bien vu ces mois derniers.
Ce que la foi du peuple russe possède à la fois de plus original et de plus fort est que, précisément, elle soit une foi populaire allant même frôler l'hérésie. Jusqu'à il y a quelques décennies, le peuple était analphabète, la transmission se faisait par voie orale et échappait à ceux qui savent et qui régissent toutes choses. D'où cette foi à aucune autre comparable, oscillante, renouvelée, associée au plus près au folklore, vécue comme lui, créative, magique et quotidienne. Description minutieuse de Siniavski et analyse des conséquences sociales et politiques qui en découlent.
Albin Michel, 446 p., 140 F.

PIERRE SAINDERICHIN :
"De Gaulle et Le Monde"



Pierre Sainderichin rappelle l'apophtegme attribué à André Malraux : "Tout le monde a été, est ou sera gaulliste" ! "Le Monde" -le journal- fut gaulliste, ne le fut plus et le redevint. Selon l'expression de l'auteur, ce fut le choc de deux institutions. Un choc particulièrement rugueux, surtout le temps que Hubert Beuve-Méry se trouva à la tête de l'illustre journal de la rue des Italiens, comme on disait alors. Le mépris de fer de De Gaulle à "tout ce qui grouille, grenouille et scribouille" n'épargnait pas "Le Monde". Pourtant, tout au long des vingt-cinq années qui ont suivi la Libération, les points de convergence n'ont pas manqué, même si on refusait d'en convenir d'un côté et de l'autre (CED, décolonisation, Algérie). Qui, de Beuve-Méry ou de De Gaulle a été le plus injuste pour l'autre ? Pour Pierre Sainderichin, les deux hommes se ressemblaient trop dans leur exigence pour s'accepter. L'étoile de Sirius faisait pâlir celles du général-président.
Le Monde, 180 p., 89 F.

GÉRARD MERMET :
"Francoscopie 1991"



Le poids moyen du Français est de 71,7 kg dans l'Ouest (58,1 pour la Française), 73,8 kg (59,6) en Ile-de-France et 76,5 (61,5) dans le Nord. C'est l'exemple de donnée statistique que l'on trouve dans la nouvelle édition de Francoscopie. Toutes ne sont pas aussi futiles (à supposer que celle-ci le soit), toutes seront utiles au sociologue, au journaliste, à l'homme politique. Mesures de l'individu sous tous ses aspects, dans toutes ses activités et de la collectivité.
A travers cette avalanche de chiffres et d'indicateurs, l'auteur analyse les modes de vie des Français et le changement social actuel : les inégalités, la place de l'argent, l'évolution des normes sociales et les conséquences de cette recomposition. Documenté et utile.
Larousse, 422 p., 145 F.

MOUSSORGSKY :
"La Khovanstchina"



Moussorgsky comptait écrire une grandiose trilogie consacrée au peuple russe et à ses démêlés avec le pouvoir. "Boris Godounov" avait ouvert le triptyque qui devait s'achever avec "La Révolte de Pougatchev". Mais il n'eut pas le temps de commencer le troisième volet, ni même de vraiment terminer celui-ci, qui est le deuxième. C'est grand dommage car, au fur et à mesure que la "Khovanstchina" devient plus familière à nos oreilles, on imagine ce que la cohésion de l'ensemble, et surtout sa force prodigieuse, celle du peuple russe, nous auraient donné comme émotions. Il y a quelques mois, une très belle interprétation en avait été enregistrée sous la direction d'Emil Tchakarov. Celle-ci est encore probablement supérieure. C'est Claudio Abbado qui dirige. A sa manière, qui est attentive à toute la partition dans l'interprétation et à sa globalité dans l'architecture. L'orchestre est celui de l'Opéra de Vienne. De toute beauté.
Deutsche Gramophon, 3 CD, 429758, env. 400 F.

PIERRE MICHELOT :
"Bass a boss"



Vingt-sept ans, cela faisait vingt-sept ans que l'on attendait ce disque. Plus d'un quart de siècle après "Around about a bass" (son précédent album, 1963), Pierre Michelot est de retour. Michelot, ce nom peut ne rien vous dire, et pourtant, voilà un enfant de la basse qui, depuis plus de quarante ans, côtoie les plus grands du jazz. Il fut, tour à tour, la base rythmique indispensable de Coleman Hawkins, Miles Davis, Kenny Clarke ou Maurice Vander. C'est ce pianiste qu'il retrouve, ainsi que l'harmoniciste Toots Thielemans, Pierre Blanchard (violon) et Billy Higgins (batterie) dans un quintet de rêve.
Avec cette fine équipe, l'ami Pierrot reprend "The Peacocks", "Godchild" ou le splendide "A Child is born". Et nous prouve, par la qualité de ses interprétations et de ses propres compositions, que c'est dans les vieilles contrebasses que l'on fait le meilleur swing.
Polygram, 84231-2, 48' 31", env. 120 F.

LED ZEPPELIN :
"Remasters"



Quel est celui qui n'a pas, dans sa discothèque, un vieux Led Zeppelin usé jusqu'au vinyle à force d'être passé sur le Teppaz de papa ? Qui n'a pas connu les transes extatiques de "Whole Lotta love" ou savouré son premier joint (Kôf ! Kôf ! ça pique !) sur "Strairway to heaven" ? S'il en est qui s'obstinent encore à confondre le groupe phare des années 70 avec l'industriel teuton (Ferdinand von Z... 1838-1917) ne leur jetez pas la pierre, mais offrez-leur plutôt cette remarquable compilation de près de dix années de succès.
Remixés par Jimmy Page lui-même, les vingt-six chansons de ce double album sont l'hymne parfait du plus puissant, du plus séduisant des groupes de rock des seventies. A ne pas manquer...
WEA, 7567-80415-2, KA, 2 CD, 145', env. 125 F.

Agenda

Théâtre

PARIS
• *"Dom Juan" (Molière). Gérard Desarthe et Michel Boujenah. Théâtre de Chaillot. Tél : 47 21 81 15*
• *"La Tempête". Shakespeare par Peter Brook. Bouffes du Nord. Tél : 46 07 34 50*
TOULOUSE
"Les Frères Karamazov", adaptation d'Anita Picchiarini. Théâtre Garonne, les 24, 25 et 26 à 21h. Tél : 61 42 33 99
STRASBOURG
"Sganarelle" (Molière). Mise en scène de Jacques Lassalle. Théâtre national. Jusqu'au 2 février. Tél : 88 35 44 52

Danse

CAEN
"Roméo et Juliette" (Prokofiev), chorégraphie d'Angelin Preljocaj et décors d'Enki Bilal. Théâtre, les 25 et 26 à 20h30. Tél : 31 86 12 79
PARIS
La compagnie Martha Graham. Opéra-Garnier, du 23 au 25. Tél : 47 42 53 71

•

Et sur A2, "Bouillon de culture", la nouvelle émission de Bernard Pivot. Chaque samedi vers 22 h 15.

Expositions

ANGERS
David d'Angers dans sa ville natale. Musée des Beaux-Arts. Tél : 41 88 64 65
CHALON-SUR-SAONE
Folberg, Max-Pol Fouchet, Izis. Musée N. Niepce. Tél : 85 48 41 98
MARSEILLE
Pierre Klossowski (jusqu'au 27). Musée Cantini. Tél : 91 54 77 75
QUIMPER
"La Compagnie des objets". Natures mortes contemporaines. Le Quartier. Tél : 98 55 55 77

Classique

BORDEAUX
"Tristan et Isolde" (Wagner). Palais des Sports, les 19, 23 et 27. Tél : 56 48 58 54
PARIS
Anne-Sophie Mutter. Chamber Orch. of Europ, dir. Georg Solti (Mozart). Théâtre des Champs-Elysées, le 24 à 20h30. Tél : 47 20 36 37
NICE
"Don Giovanni" (Mozart). Opéra, les 18, 20, 22 et 24. Tél : 93 85 67 31
France Musique. Le récital donné à Pleyel par Evgueni Kissine (Schumann, Chopin, Liszt). Le 24 à 20h30.

Jazz-rock-variétés

RIVE-DE-GIER
Festival international de jazz. Belles affiches jusqu'au 2 fév. Tél : 77 75 05 22
PARIS
• *Césarius Alvim, piano en quartette avec Jean-Louis Chautemps. Sunset du 23 au 26. Tél : 40 26 46 60*
• *Aswad, les 25 et 26 à l'Elysée Montmartre. Tél : 42 71 10 23*
STRASBOURG
Philippe Catherine trio, le 30 au café des Anges. Tél : 88 37 12 67
EN TOURNÉE
• *Willy Deville. 22 : Cannes - Midem ; 23 : Grenoble, Le Summum ; 24 : Marseille, Espace Julien ; 26 : Lyon, Le Transbordeur ; 27 : Besançon, Le Mort Joye. Chanteur de la New Orleans, qui nous soûle de rythm'n blues.*
• *Hubert-Félix Thiefaine. 22 : Perros-Guirec ; 23 : Lorient ; 25, 26 et 27 : Paris-Zénith ; 30 : Lille ; 31 Amiens. Bluesy mentale vivant et branché.*

SELECTION ETABLIE PAR
Jacques Garat
avec
Frédéric Taddéi
(jazz-variétés)

RENÉ GIRARD

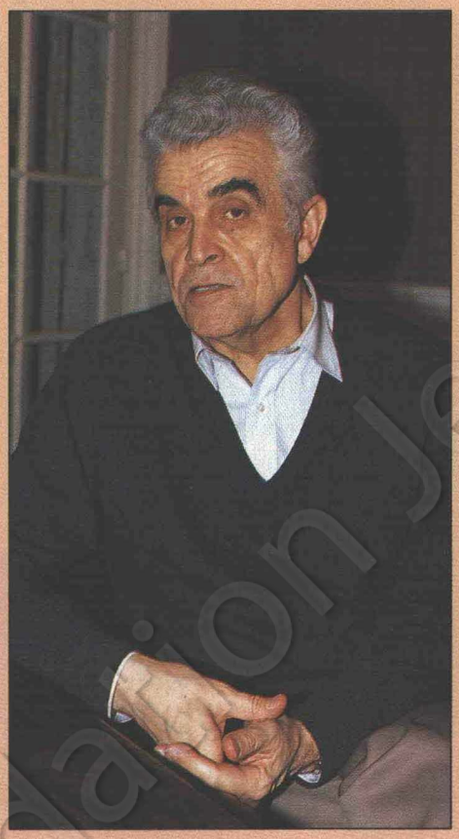
Philosophe solitaire et original, René Girard* est l'inventeur de la théorie du désir mimétique. On ne désire que ce que l'autre désire. Illustration à travers la littérature, le social et la politique.

"Vendredi". Toute votre œuvre tourne autour de l'idée de désir mimétique. De quoi s'agit-il ?

René Girard. Le désir ne naît pas du rapport entre deux personnes ou un sujet et un objet. Il émane toujours d'un tiers. Contrairement à sa conviction la plus intime, l'homme n'est pas à la source de son propre désir. Le modèle peut être fourni par le contexte social, culturel, ou par un individu, vivant ou mort. L'amitié est un modèle parfait du désir mimétique tels les amis d'enfance des "Deux gentilhshommes de Vérone", de Shakespeare, ils ont toujours désiré la même chose, aimé les mêmes livres, les mêmes paysages, les mêmes œuvres d'art. Cette imitation du désir, c'est la définition même de l'amitié, mais c'est aussi celle de la haine, de la rivalité, le jour où l'on tombe sur un objet qu'on ne veut pas ou qu'on ne peut pas partager. Il existe une continuité entre les meilleurs rapports et les plus mauvais. Le conflit n'est pas fondamentalement différent de l'amitié, il en est le contraire. Le désir est un apprentissage. La preuve ? Tous les membres d'une culture déterminée aiment des choses qui semblent horribles ou dégoûtantes à ceux d'autres cultures. Des Chinois mangent du chien, certaines tribus des vers... Cet apprentissage du désir s'oppose à la théorie psychanalytique où l'homme sait toujours quoi désirer, sa mère, d'abord. Dans la théorie mimétique, l'homme apprend le désir. C'est un acquis culturel, un comportement d'imitation.

Ce mimétisme se traduit-il en politique ?

Absolument. Ainsi, l'opposition des groupes est plus importante que les raisons de leur opposition. On observe des chassés-croisés d'opinion. C'est particulièrement net aux Etats-Unis, entre républicains et démocrates, où le parti qui n'est pas au gouvernement est radicalisé, non par ses idées, mais par sa situation d'opposant. Le parti au pouvoir vit dans un univers de décisions. La surenchère lui est beaucoup plus difficile. C'est un mal typiquement démocratique que les partis au pouvoir oublient un peu leur idéologie et la récupèrent quand ils passent dans l'opposition. Du fait des rivalités mimétiques, nombre d'oppositions se vident de leur contenu. L'affrontement droite gauche a perdu beaucoup de son sens. Nous avons aujourd'hui besoin d'une pensée qui échappe à ce qui est devenu stérile dans ces catégories. Cela dit, tout ne se réduit pas à l'analyse mimétique. Il existe des oppositions réelles. Aucun moyen scientifique ne permet de mesurer le degré de mimétisme dans une rivalité. Mais le marxisme a trop négligé ce ressort fondamental qu'est le désir mimétique. Les factions à l'intérieur des partis communistes de l'Est en sont une excellente illustration.



L'imitation du désir, c'est la définition même de l'amitié, mais c'est aussi celle de la haine, de la rivalité. Le désir est un apprentissage.

Autre fondement des sociétés humaines, selon vous, la persécution et la nécessité de boucs émissaires. Qui sont-ils aujourd'hui ?

Plus il y a de mimétisme, plus le modèle qu'il constitue devient fascinant. Le mimétisme va vers le conflit absolu, le chaos. Les sociétés réactionnaires vivent dans la terreur du désir mimétique, car il contient la possibilité d'assimilation, d'ascension sociale. Pour des mondes figés, je pense à l'Inde des castes, cette possibilité est insupportable. Le génie de notre société moderne est de tolérer cette dynamique sans tomber dans des formes de rivalité destructrices. Les boucs émissaires ? Ils apparaissent quand le désir mimétique se répand trop, évolue vers l'indifférenciation. La victime arbitraire, qui refait la différence, là où elle a disparu, est alors la seule issue.

Les boucs émissaires existent aujourd'hui sous des formes atténuées, dans la famille, dans la vie intellectuelle : on s'unit dans la critique de quelqu'un qui fait l'unité du groupe. Dans un bureau, le bouc émissaire n'aura pas la promotion qu'il mérite mais il ne sera pas voué au désert ni à la mort. Les immigrés, les drogués, les marginaux, sont des boucs émissaires possibles, mais ils ne le sont pas réellement. Notre société a intégré ce concept. On ne parle que de cela. Les politiques de tous bords passent leur temps à dénoncer. Ils fonctionnent continuellement par boucs émissaires en désignant des responsables. L'antiaméricanisme, l'anticommunisme relèvent de cette dénonciation. Les juifs sont évidemment le prototype du bouc émissaire. Mais la situation du judaïsme, après l'Holocauste, rend cette vérité beaucoup plus complexe.

L'indifférenciation, c'est aussi ce qu'on appelle, l'égalité, la liberté, la fraternité. La vérité du discours conservateur, c'est qu'il voit ses dangers. La vérité du discours progressiste, c'est de voir que la vocation de notre société est de surmonter ces dangers. Et qu'elle en est capable. Contrairement à d'autres, elle n'est pas menacée de destruction lorsque les hiérarchies s'effondrent. C'est sa grandeur.

Vous vivez aux Etats-Unis. La société américaine vous paraît-elle plus séduisante que la nôtre ?

Non, elle est simplement différente. Deux choses me fascinent : son adaptation à la technologie d'abord. La culture automobile, par exemple, y est beaucoup moins insupportable. On n'y connaît pas notre fascination imbécile pour la vitesse. Et puis, il y a plus de démocratie dans les rapports sociaux. L'idée du concours, où tout est fichu dès lors qu'on échoue, est inacceptable. Il existe toujours une seconde chance. Mais l'Amérique, c'est aussi un monde sans culture. Terrifiant, vertigineux. Le grand atout de la France est la présence d'une vraie culture, largement répandue. Une image : Sainte-Beuve, au XIXe siècle, écrivait dans des journaux grand public. Ce bain culturel, quoi qu'on en dise, existe aujourd'hui en France.

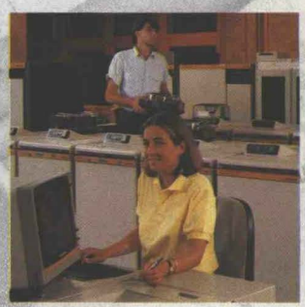
Propos recueillis par Patricia Jaffray

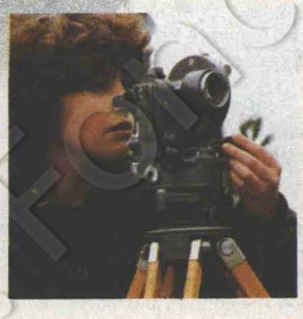
*Auteur de "Shakespeare. Les Feux de l'envie", Grasset ; "Mensonge romantique et vérité romanesque", Pluriel ; et "Le Bouc émissaire", Livre de Poche.

88 90

Une étape stratégique pour l'enseignement technique

DES PARCOURS POUR REUSSIR









SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

GRAPHITE